




# 2022

## une année dans la vie du réseau des PAT & SAT de Bourgogne-Franche-Comté





alterre
bourgogne
franche-comté

# SOMMAIRE




3 Propos introductif



5 État des lieux des Projets alimentaires territoriaux



8 Les journées d'échanges



20 Les visites de terrain



23 Les webinaires

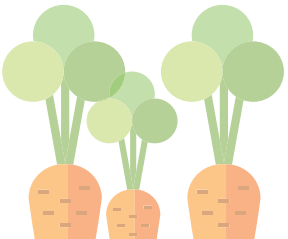


25 Le séminaire annuel des PAT

45 Sigles







# PROPOS INTRODUCTIF



L'histoire alimentaire mondiale est jalonnée de faits techniques, culturels, sanitaires, écologiques, qui ont transformé notre rapport à l'alimentation avec, pour conséquence, l'évolution des goûts, des normes alimentaires, de notre lien à la biodiversité ou encore la transformation des outils de production agricole et des modes de culture.

Le XXIe siècle sera vraisemblablement à part dans cette trajectoire alimentaire, débutée il y a plusieurs millions d'années. Amplifiées par le changement climatique, les crises actuelles - environnementales, sanitaires, sociales - influenceront notre alimentation dans les années à venir.

En Bourgogne-Franche-Comté, comme ailleurs, face à cet avenir incertain, de nombreux acteurs travaillent à la mise en œuvre de la transition alimentaire et, plus largement, écologique et sociale. Agriculteurs, boulangers, bouchers, restaurateurs, distributeurs, habitants et élus... Nos territoires ne cessent de se réinventer pour imaginer un futur alimentaire plus robuste, plus juste, plus résilient.

Les 29 Projets alimentaires territoriaux (PAT) présents dans notre région sont le reflet de cette mobilisation. Outils intégrateurs et horizontaux, les PAT sont, ainsi, au carrefour des questions de santé publique, de précarité alimentaire, de préservation des ressources et de l'ensemble des sujets touchant à notre vie quotidienne.

Depuis 2019, la DRAAF, l'ADEME et la Région Bourgogne-Franche-Comté, aux côtés d'autres partenaires régionaux, structurent et mettent en œuvre le réseau des Projets alimentaires territoriaux en Bourgogne-Franche-Comté. En 2022, la coordination du réseau et son animation ont été réalisées par Alterre Bourgogne-Franche-Comté.

Le réseau a vocation à accompagner l'ensemble des acteurs de la région, à travers plusieurs dispositifs d'animation et d'information : des journées de formation techniques et thématiques, des webinaires et, depuis cette année, une plateforme web sous la forme d'un outil collaboratif permettant aux membres du réseau d'échanger autour de retours d'expériences et de bonnes pratiques. Le séminaire annuel des PAT en Bourgogne-Franche-Comté est venu clôturer une année 2022 dynamique et riche de belles perspectives autour des questions alimentaires et agricoles dans notre région.

Plus que jamais, l'approche systémique, incarnée par les Projets alimentaires territoriaux et, plus généralement, les Systèmes alimentaires territoriaux (SAT), apparaît comme l'une des réponses incontournables aux interrogations multiples et globales posées par notre futur alimentaire.

Ce document retrace une année dans la vie du réseau des PAT/SAT en Bourgogne-Franche-Comté.

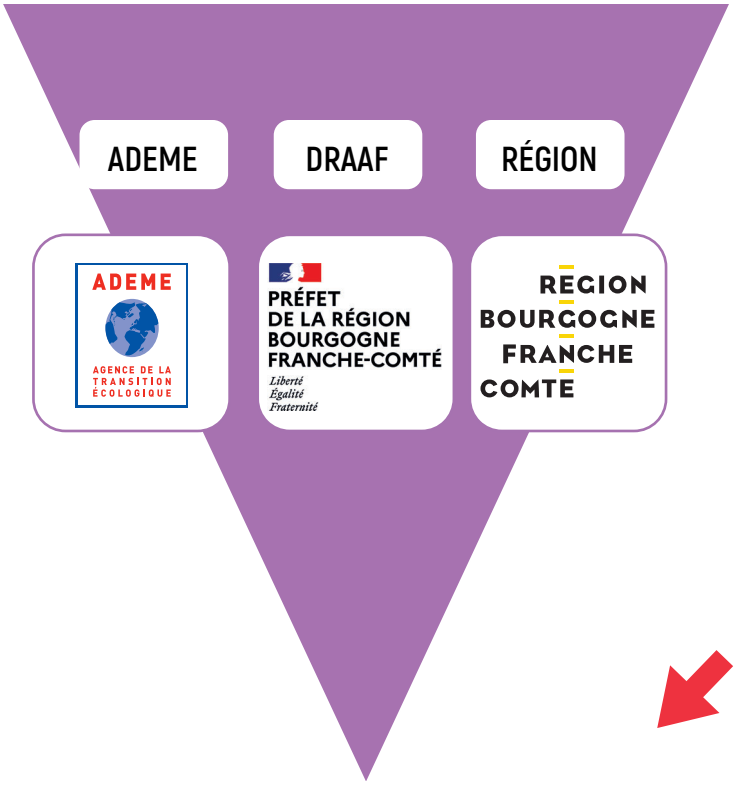


# Gouvernance du réseau

## ÉCHELLE RÉGIONALE

### objectifs

- coordination des partenaires financiers
- réponse aux besoins des territoires, dont soutien à l'émergence de SAT, accompagnement vers la reconnaissance de PAT
- mise en cohérence de l'animation régionale avec les échelles infra
- valorisation et échanges




alterre bourgogne franche-comté

Animation régionale du réseau PAT et SAT 2022

référents alimentation DDT

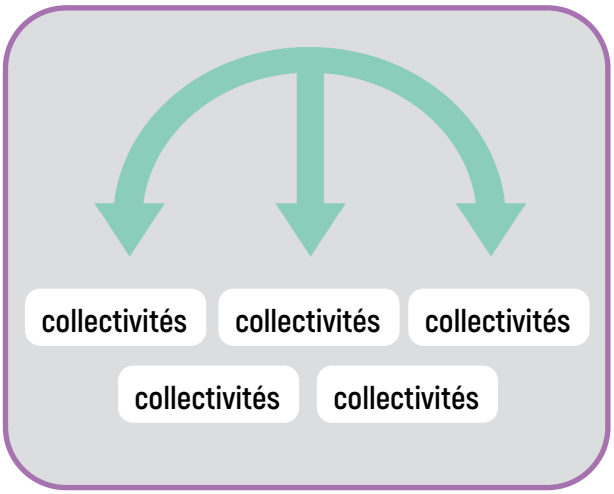
référents territoriaux ADEME

chargés de mission Région

## ÉCHELLE DÉPARTEMENTALE

### objectifs

- animation de dynamiques infra départementales
- coordination des projets et moyens
- accompagnement technique et méthodologique




Animation départementale à géométrie variable CD, CDA, DDT, BE, autres

Accompagnement des porteurs de PAT par différentes structures (CDA, CPIE, BE, référents DDT-ADEME-Région...)

*Reproduction du schéma réalisé par les partenaires DRAAF - ADEME - Région Bourgogne-Franche-Comté*



# ÉTAT DES LIEUX DES PROJETS ALIMENTAIRES TERRITORIAUX

Entre avril et mai 2022, Alterre est allée à la rencontre des acteurs locaux pour réaliser un état des lieux des Projets alimentaires départementaux et locaux de Bourgogne-Franche-Comté. Cette démarche poursuivait deux objectifs : faire un inventaire des dynamiques départementales et recueillir les besoins pour l'accompagnement et l'animation du réseau des PAT/SAT.

En mars 2022, la région Bourgogne-Franche-Comté compte 29 PAT, dont une quinzaine sont « en émergence », principalement en Côte-d'Or, en Saône-et-Loire, dans le Doubs et dans l'Yonne.

Les besoins exprimés dans les entretiens avec les acteurs locaux relèvent essentiellement de l'approfondissement de plusieurs thématiques, telles que le foncier (question de transmission/installation), la logistique, l'économie des filières et des nouvelles filières, la gouvernance et le fonctionnement des PAT (outils, coordination…), la protection de la ressource en eau, l'accompagnement sur la compréhension des marchés publics, la précarité alimentaire et des échanges entre pairs. Les autres besoins sont identifiés dans les tableaux des pages ci-après.

Cet état des lieux a permis de conforter les objectifs autour de l'accompagnement des porteurs de projets.

## Reconnaissance des PAT

La reconnaissance d'un Projet alimentaire territorial au sens de la loi n° 2014-1170 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 permet au porteur de ce projet d'utiliser la marque « Projet alimentaire territorial reconnu par le ministère de l'Agriculture » et le logo associé.

Depuis décembre 2020, les modalités de reconnaissance des PAT ont évolué, et la procédure est désormais régionalisée.

Il existe maintenant deux niveaux de reconnaissance possibles suivant l'état d'avancement du projet :

- le niveau 1, qui correspond aux projets collectifs émergents visant à répondre aux objectifs assignés aux PAT par la loi, attribué pour trois ans non renouvelable ;
- le niveau 2, qui correspond aux projets dont le degré d'avancement permet la mise en œuvre d'actions opérationnelles, attribué pour cinq ans renouvelable.

*Source : DRAAF Bourgogne-Franche-Comté*

# Les PAT départementaux et locaux de Bourgogne-Franche-Comté

**29 PAT**
reconnus
au 7 mars 2022

PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL

PROGRAMME NATIONAL POUR L'ALIMENTATION
TERRITOIRES EN ACTION

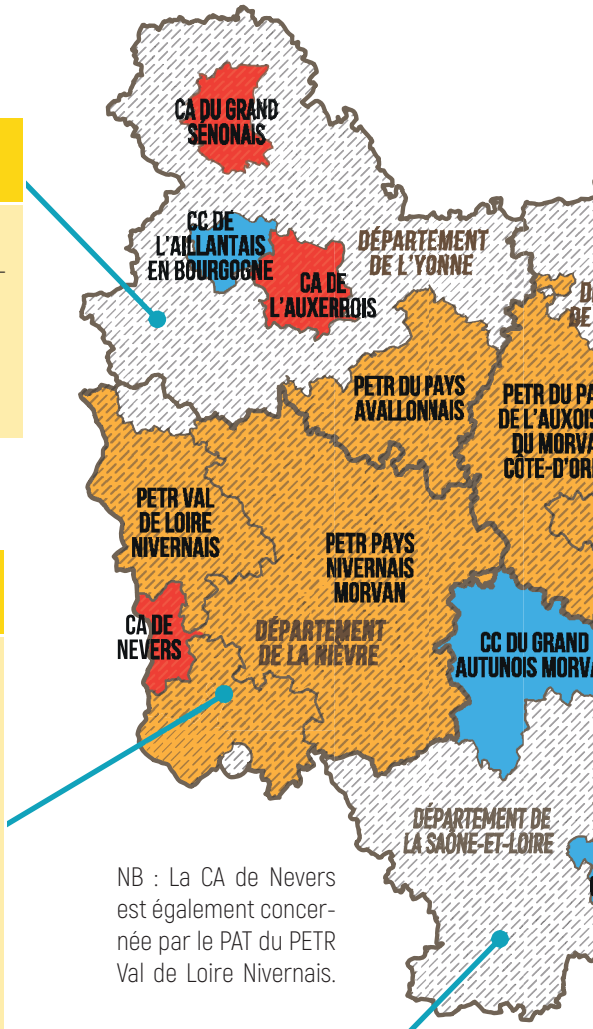
FRANCE RELANCE

## Département de l'Yonne

| 4 PAT labellisés | 3 PAT en émergence / SAT | Besoins |
|---|---|---|
| PAT de la Communauté de l'Auxerrois<br>PAT Stratégie alimentaire du Pays Avallonnais<br>PAT de l'Aillantais en Bourgogne<br>PAT du Grand Sénonais | CC de Puisaye-Forterre<br>PETR CC Nord Yonne<br>Pays du Tonnerrois | Thématique :<br>Eau dans l'Yonne : qualité et accès en quantité liés à l'installation des maraîchers (irrigation/ réserve d'eau) |

## Département de la Nièvre

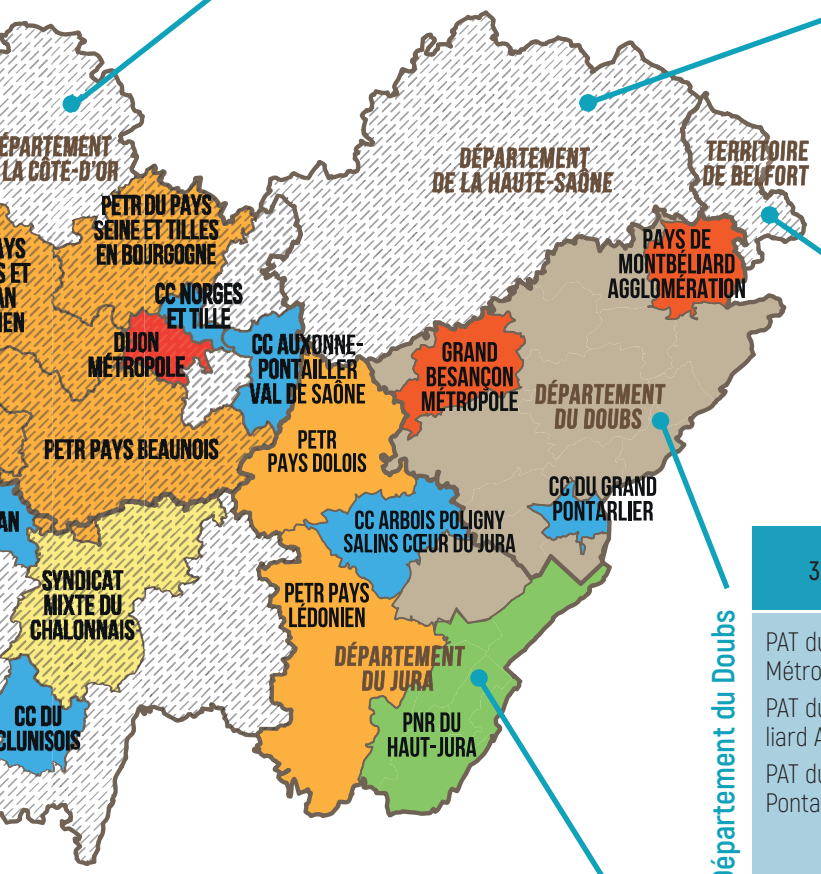
| 4 PAT labellisés | 1 PAT en émergence / SAT | Besoins |
|---|---|---|
| PAT de la Nièvre<br>PAT du Pays Val de Loire nivernais<br>PAT Nivernais Morvan<br>PAT de Nevers Agglomération | PNR Morvan | Thématiques :<br>Installation, préservation d'abattoir de proximité et conservation<br>Ressources sur l'approvisionnement de la restauration collective<br><br>Actions :<br>Panorama des acteurs et gouvernance des PAT<br>Travail avec les agriculteurs et les représentants des filières (Chambre d'agriculture, BioBourgogne, syndicats agricoles) |




NB : La CA de Nevers est également concernée par le PAT du PETR Val de Loire Nivernais.

## Département de Saône-et-Loire

| 4 PAT labellisés | 3 PAT en émergence / SAT | Besoins |
|---|---|---|
| PAT du Grand Autunois Morvan<br>PAT « Nourrir le Clunisois, vers une autonomie alimentaire durable et résiliente »<br>PAT du Chalonnais<br>PAT du Département de Saône-et-Loire « La restauration collective, levier d'une politique alimentaire territoriale pour tous en Saône-et-Loire » | Pays Bresse Bourguignonne<br>CC Grand Charolais<br>CC Entre Arroux Loire et Somme | Thématiques :<br>Logistique<br>Foncier (question de transmission/Installation)<br>Maraîchage<br>Restauration<br>Eau |




hors PAT
PAT départementaux
CC (communauté de communes)
CA (communauté d'agglomération) ou métropole
PETR (pôle d'équilibre territorial et rural)
PNR (parc naturel régional)
syndicat mixte

*Reproduction de la carte réalisée par la DRAAF le 7 mars 2022*

## Département de la Côte-d'Or

| 7 PAT labellisés | 3 PAT en émergence / SAT | Besoins |
|---|---|---|
| PAT Pays Beaunois<br>PAT Dijon Métropole<br>PAT Manger local CAP ou pas CAP, le projet alimentaire du Val de Saône<br>PAT du Département de la Côte-d'Or<br>PAT Norges et Tille<br>PAT Pays Auxois Morvan<br>PAT Pays Seine et Tilles | CC des Terres d'Auxois<br>CC du Pays Châtillonnais<br>CC Mirebellois et Fontenois | Thématiques :<br>Restauration collective<br>Gaspillage alimentaire<br><br>Action :<br>Accompagnement des CC pour revoir les marchés publics autour des marchés concédés |

## Département de la Haute-Saône

| 1 PAT labellisé | Besoins |
|---|---|
| PAT par et pour le Département de la Haute-Saône | Thématique :<br>Restauration collective<br><br>Action :<br>Journées terrain |

## Département du Territoire de Belfort

| 1 PAT labellisé | Besoins |
|---|---|
| PAT du Département du Territoire de Belfort | Thématiques :<br>Précarité alimentaire<br>Foncier |

## Département du Doubs

| 3 PAT labellisés | 3 PAT en émergence / SAT | Besoins |
|---|---|---|
| PAT du Grand Besançon Métropole<br>PAT du Pays de Montbéliard Agglomération<br>PAT durable Grand Pontarlier | Pays Horloger<br>CC des Portes du Haut-Doubs<br>PETR Doubs Central | Thématique :<br>Économie des filières<br><br>Actions :<br>Panorama des acteurs et gouvernance des PAT<br>Constitution de boîtes à outils méthodologiques au niveau local<br>Acculturation des élus |

## Département du Jura

| 4 PAT labellisés | 2 PAT en émergence / SAT | Besoins |
|---|---|---|
| PAT « L'alimentation au cœur du Pays dolois Pays de Pasteur »<br>PAT Bio du Pays lédonien<br>PAT du PNR du Haut-Jura<br>PAT Cœur du Jura | CC Champagnole Nozeroy<br>CC Bresse Haute-Seille | Thématique :<br>Foncier<br><br>Actions :<br>Panorama des acteurs et gouvernance des PAT<br>Coopération entre territoires |



# LES JOURNÉES D'ÉCHANGES

Mardi
14 juin 2022
Dijon

## Journée technique « Construire et développer un Projet alimentaire territorial en Bourgogne-Franche-Comté »

Cette journée technique s'adressait plus particulièrement aux territoires en PAT émergents, ainsi qu'à un public chargé du suivi sur le terrain, de l'animation et de l'accompagnement d'un PAT. Elle a proposé une présentation des outils méthodologiques et opérationnels pour aider à la mise en œuvre d'un PAT, à travers cinq étapes allant de la phase d'identification des acteurs du système alimentaire local et du diagnostic alimentaire territorial jusqu'aux aspects de communication et d'évaluation du PAT.

Elle a réuni 33 participants autour de quatre intervenants, qui ont présenté leurs démarches.



# Démarche de la Communauté de communes du Clunisois

Par
Claire Pernet,
chargée de mission
Projet alimentaire territorial à la Communauté de communes (CC) du Clunisois

Le territoire comprend 42 communes pour 15 000 habitants. Il est engagé, depuis de nombreuses années, en faveur de l'agroécologie et d'une alimentation locale, à travers plusieurs initiatives : Cantines en mouvement, Melting Popote, Laiterie Bernard, accompagnement Natura 2000, lutte contre le gaspillage alimentaire, « Brigade des compotes »...






Extrait du diaporama de la CC du Clunisois

317 entreprises agricoles sont présentes sur le territoire pour une surface agricole totale de 27 447 ha, réparties en :

- 24 088 ha de prairies
- 3 088 ha de cultures
- 182 ha de vignes
- 27 ha de vergers
- 11 ha de légumes

Le PAT du Clunisois a été mis en œuvre grâce à un réseau, qui s'est largement mobilisé autour d'un Comité de pilotage (COPIL) réunissant des acteurs de l'ensemble du système alimentaire local : agriculture, agroalimentaire, enseignement, gestion des déchets, économique, conservation, social... Un plan d'actions a ainsi été construit collectivement, abordant différents sujets :

- Accès au foncier agricole, installation, transmission
- Accès à l'eau et usages de l'eau
- Accompagnement de l'approvisionnement local de la restauration collective
- Soutien aux outils de transformation agroalimentaire : Melting Popote, abattoir...
- Valorisation des produits locaux et de la consommation locale
- Lutte contre le gaspillage alimentaire, Brigade des compotes
- Participation aux projets d'épicerie sociale et solidaire et de territoire zéro chômeurs longue durée



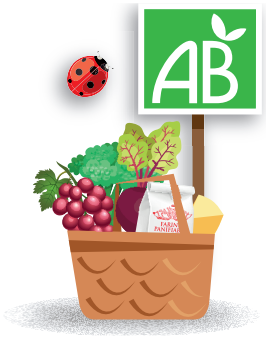

Extrait du diaporama de la CC du Clunisois

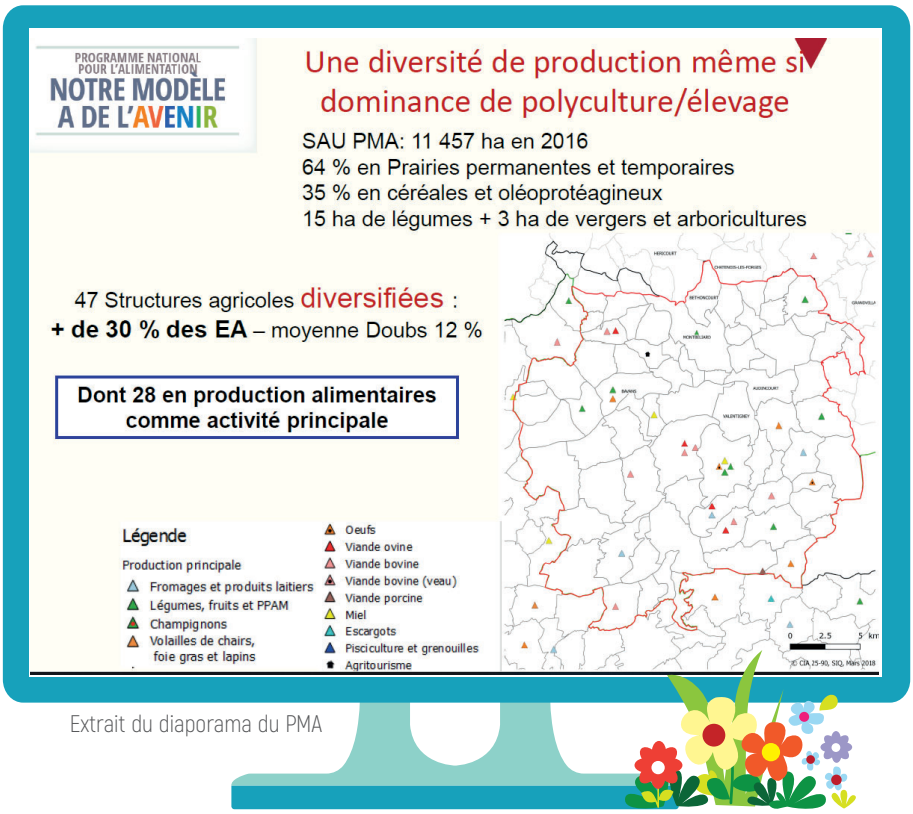
# Démarche du Pays de Montbéliard Agglomération

Par
Thierry Serdet,
chargé de mission
Développement de l'ESS
et filière agroalimentaire
au Pays de Montbéliard
Agglomération
(PMA)

Le PAT a été mis en place, suite au passage de 29 communes urbaines à 72 - plutôt rurales – dans le cadre de la loi NOTRe en 2017. Un diagnostic a été réalisé mettant en avant les enjeux autour de l'alimentation et de l'agriculture :

- Fédérer les acteurs du territoire
- Structurer les filières d'approvisionnement locales
- Consolider les débouchés locaux
- Améliorer les chaînes logistiques et de transformation
- Favoriser l'accès du plus grand nombre à des produits locaux et issus de l'agriculture biologique
- Lutter contre le gaspillage alimentaire




Extrait du diaporama du PMA




Extrait du diaporama du PMA

En 2018 et 2019, un plan d'actions a été élaboré, collectivement, après quatre ateliers participatifs.

Le PAT a été créé en partenariat avec la Chambre d'agriculture interdépartementale du Doubs et du Territoire de Belfort, en s'appuyant sur l'expérience de Grand Besançon Métropole, qui a mis en œuvre son PAT un an plus tôt.

60 propositions d'actions ont été présentées à un COPIL, composés d'élus, qui ont alors décidé des initiatives à mettre en place en priorité.

Ainsi, plusieurs actions ont été réalisées en 2019 :

- Mise en place d'un magasin de producteurs
- Lutte contre le gaspillage alimentaire
- Introduction de produits bio et locaux en restauration collective

# Projet SYNPAT de la Chambre d'agriculture du Jura

Par
Élodie Matter, responsable de l'équipe « Territoire », chargée de développement territorial à la Chambre d'agriculture du Jura (secteurs Arbois-Poligny-Salins et Champagnole-Nozeroy), animatrice de la FDGEDA 39

En juillet 2021, la Chambre d'agriculture du Jura, la SAFER, Terre de Liens, le CFPPA de Montmorot et la Communauté de communes Arbois-Poligny-Salins Cœur du Jura ont lancé le projet SYNPAT (mettre en SYNergie les Projets Agricoles sur le Territoire). Son objectif était de créer des convergences entre le monde agricole installé et les porteurs de projets diversifiés, afin de faciliter le renouvellement des générations.

Ce projet a émergé à partir de plusieurs constats faits sur le territoire :

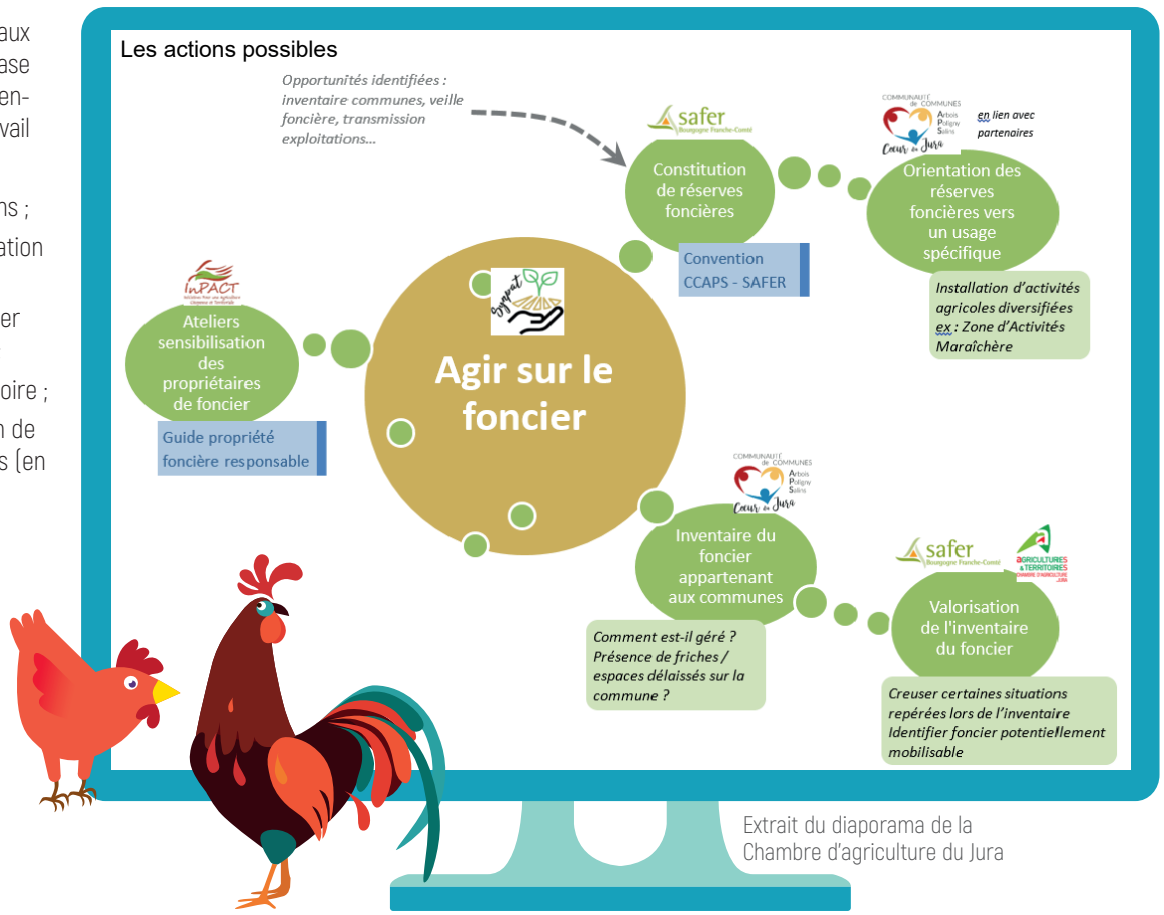
- Problématique forte autour de l'installation et du renouvellement des générations en agriculture sur le territoire jurassien : 45 % des chefs d'exploitation partent en retraite dans les 10 prochaines années.
- Présence de deux filières fortes : lait AOP et viticulture, dynamiques et rémunératrices, mais qui laissent peu de place aux autres productions.
- Une forte demande de porteurs de projets à l'installation, avec des projets diversifiés, qui peinent à s'installer et, notamment, à trouver du foncier.
- Une demande du territoire, via la collectivité (engagée dans un PAT) et les citoyens, pour l'accès à une large gamme de produits alimentaires locaux.
- Des porteurs de projets et des filières qui échangent peu entre eux : deux mondes « différents » entre productions « classiques » du territoire (lait AOP et viticulture) et productions « diversifiées ».
- Des réseaux et dynamiques d'accompagnement différents, qui gagneraient à dialoguer et à coopérer davantage.

Les partenaires du projet SYNPAT ont proposé d'agir sur une série de pistes concrètes autour d'un territoire test jurassien, représenté par la Communauté de communes Arbois Poligny Salins Cœur du Jura, pour :

- favoriser des installations agricoles diversifiées sur le territoire ;
- renforcer le dialogue, l'échange et la coopération à tous les niveaux entre porteurs de projets, agriculteurs en place, structures d'accompagnement ;
- créer des synergies entre les projets, afin que tous les acteurs soient dans une logique gagnant-gagnant.

L'analyse et le bilan des travaux réalisés lors de cette phase d'émergence ont permis d'identifier plusieurs thèmes de travail potentiels parmi lesquels :

- agir sur les transmissions ;
- promouvoir la diversification des fermes ;
- identifier et accompagner les porteurs de projets ;
- faire du lien sur le territoire ;
- renforcer l'appropriation de la démarche par les élus (en lien avec le PAT).




Extrait du diaporama de la Chambre d'agriculture du Jura

## Démarche du Syndicat mixte du Chalonnais

Le PAT émergent a été labellisé en mars 2021. Le diagnostic est en cours de rédaction en interne. Durant l'été 2022, des groupes de travail, regroupant les membres du COPIL et les partenaires techniques, ont réfléchi sur les grands enjeux du territoire. L'objectif était de proposer des axes de travail au prochain COPIL, qui serviront de base aux actions.

Par
Marion Menu,
chargée de mission
Agriculture et alimentation au Syndicat mixte du Chalonnais



# À retenir de la journée

## paroles de participants

- **Questionnement sur la gouvernance** : Quelle est la différence entre un Comité de pilotage et un Comité technique ? Quel comité mobiliser pour quels objectifs/buts ?
- **Grandes difficultés à se projeter**, notamment pour les PAT émergents : le rétroplanning ne peut être mis en œuvre sans vision stratégique.
- **Mobilisation des acteurs du territoire compliquée** : l'alimentation n'est pas un enjeu connu et reconnu sur tous les territoires.
- Inquiétudes concernant la capacité de mise en place d'actions viables.
- Complexité de la problématique du foncier.
- **Nécessité de prioriser les actions** : préciser le « Qui ? Quand ? Quoi ? Comment ? », utiliser des indicateurs simples et précis.
- **Importance des temps d'échanges et de coordination** avec les autres chargés de mission, afin de mutualiser les actions.
- Manque d'outils et/ou de personnes dédiés à la communication au sein des communautés de communes.
- Volonté des acteurs à partager des ressources et des retours d'expériences.

# Journée thématique « Logistique : quels leviers à destination des acteurs d'un Projet alimentaire territorial pour re-territorialiser les flux alimentaires ? »

Mardi
5 juillet 2022
Besançon

Cette journée thématique, qui a réuni 45 participants, proposait d'appréhender les enjeux, les initiatives et les questions autour de la logistique et des flux alimentaires. Des porteurs de PAT et des acteurs de l'alimentation en Bourgogne-Franche-Comté, soit huit intervenants, ont pu présenter leurs retours d'expériences à travers une série de notions parmi lesquelles l'innovation, la transformation, les questions environnementales ou encore la restauration collective.





Par
Gwenaelle Raton, chercheuse au Laboratoire SPLOTT, géographe, spécialiste de l'approvisionnement alimentaire des villes

## Diffusion d'un webinaire introductif du réseau mixte technologique (RMT) Alimentation locale : « Logistique – État des lieux des chaînes courtes de proximité »

Dans ce webinaire, Gwenaelle Raton propose une définition de la logistique, qu'elle reprend dans un rapport[1] consultable en ligne sur le site Internet du RMT.

La logistique dépasse les simples fonctions de transport, d'emballage et d'entreposage. Elle englobe la gestion de l'ensemble des flux matériels, informationnels et financiers afin de mieux organiser la production, la gestion des approvisionnements et la distribution. Elle intègre également une fonction de coordination entre l'ensemble des acteurs d'une chaîne, du producteur au client final, acteurs dont les intérêts peuvent être divergents.

La logistique dans les circuits alimentaires courts de proximité concerne donc :

- la logistique « amont », à l'échelle de l'exploitation, intégrant la gestion de la production et des approvisionnements nécessaires à la production, la transformation s'il y en a, qu'elle soit conduite sur l'exploitation ou dans le cadre d'un atelier collectif et l'organisation de la gestion des flux matériels ;
- la logistique « aval », qui concerne la distribution soit directe, soit via un intermédiaire ; ce qui implique la circulation des informations liées aux commandes, aux caractéristiques du produit et à sa qualité, la gestion des approvisionnements et de la distribution du point de vente, la gestion des flux dans le point de vente lui-même, la circulation des flux financiers et le transport entre les différents maillons ;
- la logistique « inverse », c'est-à-dire la gestion du retour éventuel des contenants et emballages vers l'amont et la gestion des invendus.

Ce webinaire est à retrouver sur le site Internet www.rmt-alimentation-locale.org.

[1] Gwenaelle Raton (Université Gustave Eiffel, SPLOTT), Amélie Gonçalves (INRAE, AGIR), Leila Gaillard (FRCIVAM Bretagne / Université Gustave Eiffel, SPLOTT), Frédéric Wallet (Université Paris-Saclay, INRAE/AgroParisTech, SAD-APT). Logistique des circuits alimentaires courts de proximité : état des lieux, nouveaux enjeux et pistes d'évolution. Rapport pour la Fondation Daniel et Nina Carasso et le RMT Alimentation Locale. Septembre 2020.

## Enjeux et questions logistiques en Côte-d'Or

Par Vinciane Marin, chargée de mission Alimentation de proximité au Département de la Côte-d'Or

Un diagnostic départemental a été réalisé en 2020, avec l'appui d'une enquête sur la logistique par des étudiants de l'Institut Agro Dijon.

Deux constats principaux ont émergé :

- La logistique est l'un des freins majeurs au développement de l'approvisionnement local.
- Les différentes composantes couvertes par la logistique et leurs enjeux sont complexes à identifier.

Ces constats ont abouti à la définition d'un axe de travail prioritaire du PAT départemental : massifier les achats de produits locaux en trouvant des solutions aux problèmes logistiques. Pour le mettre en œuvre, plusieurs actions et initiatives sont réalisées :

- Mise en place d'un atelier thématique avec les producteurs
- Mobilisation des partenaires : Chambre de commerce et d'industrie (CCI), Chambre des métiers et de l'artisanat
- Réalisation d'un état des lieux des initiatives logistiques existantes et émergentes dans le département de la Côte-d'Or et leurs possibilités de développement
- Recrutement d'un chargé de mission logistique alimentation de proximité
- Réalisation d'expérimentations logistiques en lien avec les initiatives locales sur les territoires :
- Émergence d'un projet de plateforme logistique avec la Croix-Rouge Insertion



Synchronisation de commandes
Renforcement de tournées
Réflexion émergente sur stock tampon, plateforme, etc.

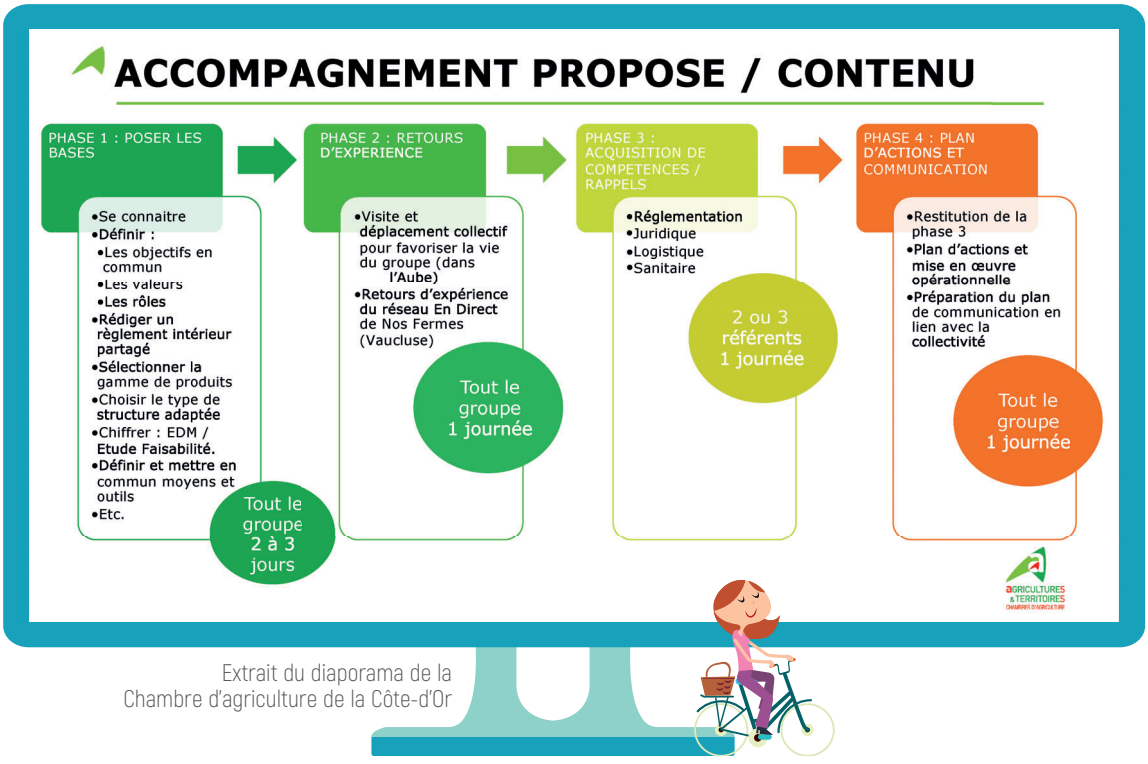
## Une action logistique innovante en Côte-d'Or, à travers l'accompagnement de groupes de producteurs dans des projets de points de vente numériques - Pays Auxois Morvan

Par Séverine Gautier, conseillère en développement local à la Chambre d'agriculture de la Côte-d'Or

Il s'agissait d'accompagner la structuration de groupes d'agriculteurs intéressés par la création de points de vente collectifs numériques, via la mise en place de casiers retraits/distributeurs, en vue de favoriser l'accès à une alimentation locale et de qualité.

Cette action a été réalisée pour favoriser l'accompagnement des acteurs économiques de proximité pendant la crise sanitaire liée au COVID. L'objectif était de proposer des outils numériques facilitant l'accès aux produits issus de circuits courts. Six communautés de communes (Arnay-Liernais, du Montbardois, du Pays d'Alésia et de la Seine, des Terres d'Auxois et de Saulieu-Morvan) et le Pays Auxois Morvan se sont associés pour déployer le Fonds régional des territoires (FRT), créé par la Région Bourgogne-Franche-Comté. Ce fonds permet aux acteurs de l'économie de proximité du Pays Auxois Morvan de monter en compétence dans le domaine des usages du numérique en soutien à leur activité économique.

Dans ce cadre, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en septembre 2021. L'accompagnement proposé a été réalisé en quatre phases :




Extrait du diaporama de la Chambre d'agriculture de la Côte-d'Or

# Enjeux pour la Nièvre de la transformation en lien avec la logistique à travers deux exemples

Par
Maxime Albert,
chargé de mission
Alimentation de
proximité Agrilocal au
Département de
la Nièvre

La collectivité défend un positionnement stratégique tenant compte de la loi NOTRe et du Plan régional de développement agricole de la région Bourgogne-Franche-Comté. Il se traduit, notamment, par un projet agricole et alimentaire à l'échelle départementale, centré sur les questions de résilience alimentaire et de durabilité.

Le Département a adopté son PAT en novembre 2020, dont le diagnostic alimentaire et agricole a fait ressortir plusieurs problématiques :

- La production de légumes dans la Nièvre est faible.
- Les terres agricoles pour des projets sont difficilement accessibles.
- La vente directe se développe, mais il faudrait l'amplifier, afin d'approvisionner la restauration collective, les grandes surfaces et les magasins spécialisés.
- La transformation des produits alimentaires n'est pas assez développée.

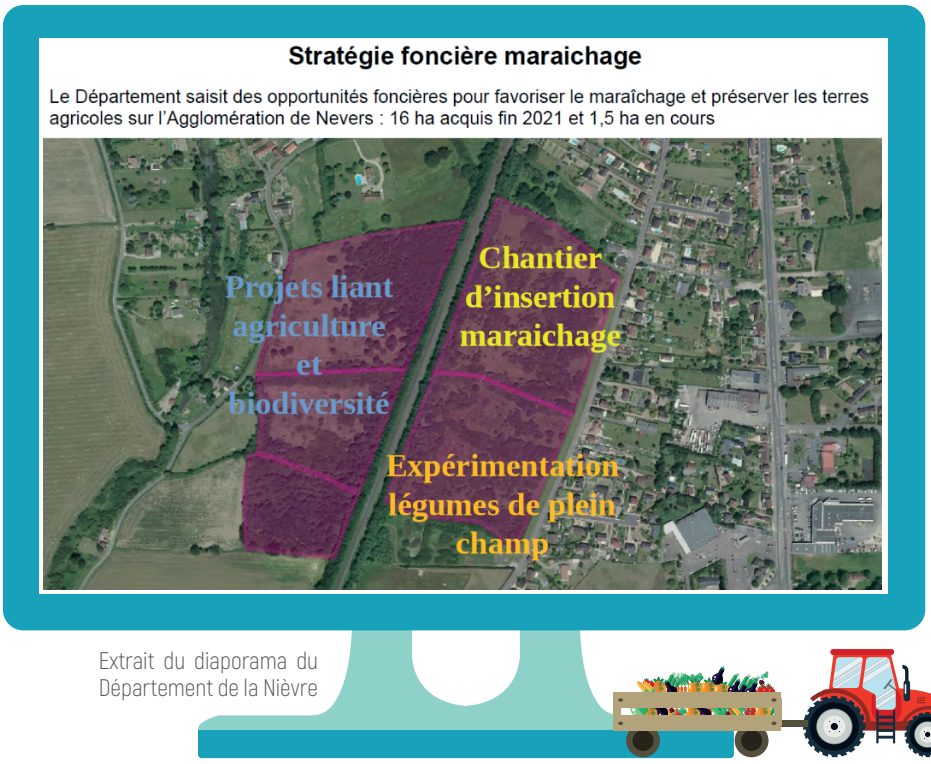
Le Département a ainsi choisi de mettre en oeuvre deux actions : .

## 1) Création d'un espace-test maraîchage bio

Ce lieu-test permet d'acquérir de l'expérience pratique, de mûrir un projet professionnel sans porter d'investissements matériels importants, ni recourir aux aides à l'installation :

- Il offre un cadre à un porteur de projet pour tester l'activité maraîchère.
- Il met à disposition des outils de production.
- Le candidat dispose d'un hébergement juridique et d'une couverture sociale (Contrat d'appui au projet d'entreprise) : possibilité de continuer à percevoir des droits sociaux (chômage, RSA...).
- Le candidat bénéficie d'un accompagnement technique renforcé, du soutien d'un agriculteur tuteur, d'un appui en comptabilité, d'un accompagnement à la commercialisation et à la gestion d'entreprise.

La création de cet espace-test est prévu en 2023, à Luzy dans le Morvan, en parallèle à la finalisation du choix du candidat.




Extrait du diaporama du Département de la Nièvre

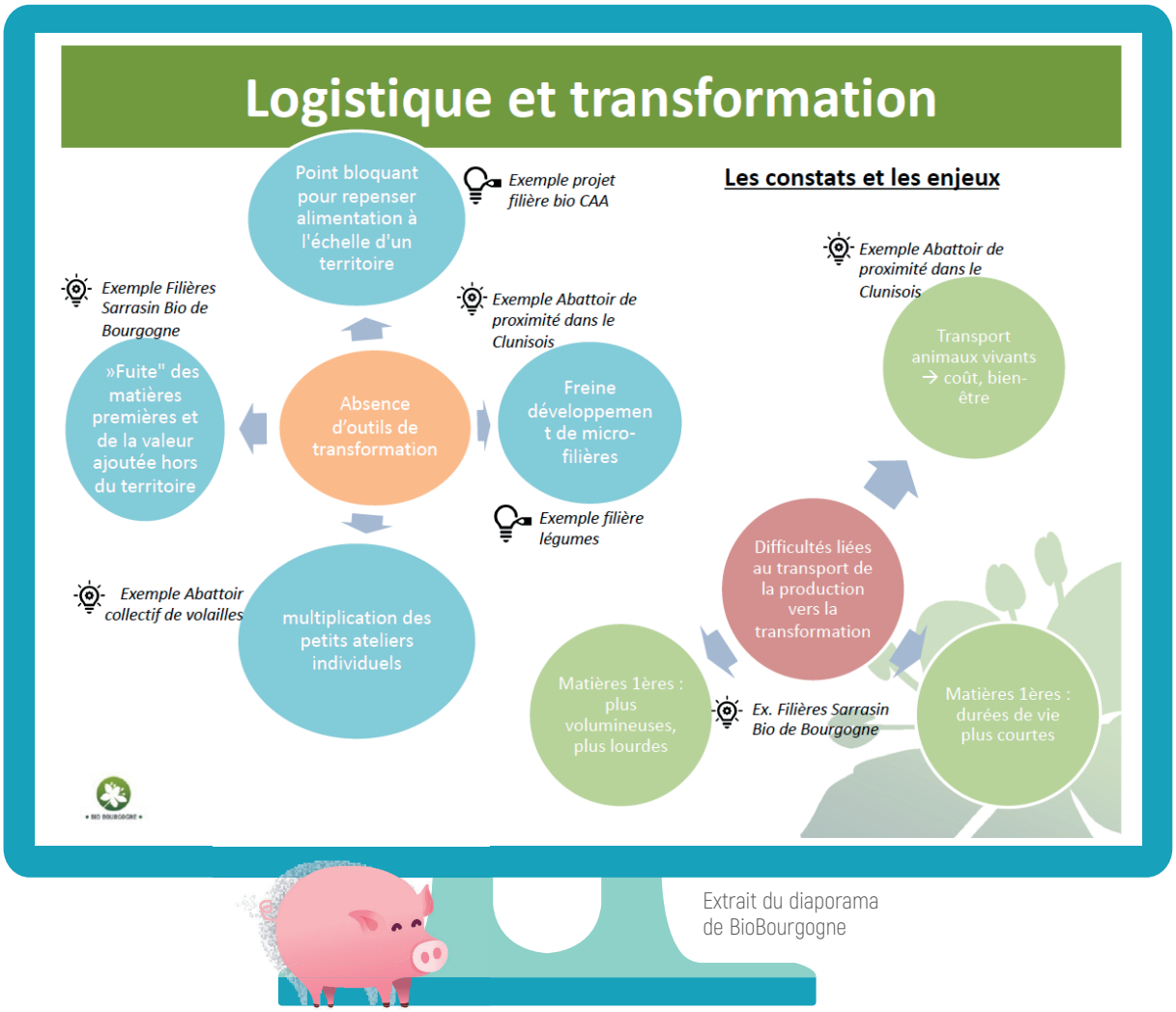
## 2) Réalisation d'une étude d'opportunité sur la création d'une légumerie-conserverie

Un besoin de transformation des légumes a été identifié à partir de la restauration hors domicile et des maraîchers. Plusieurs initiatives ont déjà été lancées sur le territoire, mais n'ont pas abouti. Cette étude, qui est prévue pour une durée de six mois, a pour objectifs de vérifier l'opportunité de créer une légumerie-conserverie, de recenser les besoins des acteurs et d'identifier les partenaires.

# Les outils de transformation agroalimentaire de proximité : un levier pour re-territorialiser notre alimentation et optimiser la logistique

Par
Séverine Prudent,
responsable du pôle
Filières et territoires
à BioBourgogne

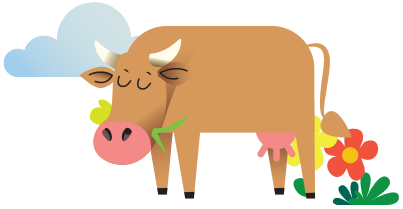
La réflexion de BioBourgogne a conduit à constater l'absence d'outils de transformation et des difficultés liées au transport de la production vers la transformation. Des projets de création d'outils de transformation ont été présentés.




Extrait du diaporama de BioBourgogne

Exemples :

- Un projet d'abattoir de proximité dans le Clunisois permettrait de :
  - limiter le transport d'animaux vivants
  - créer un abattoir à taille humaine
  - reprendre la main / maîtriser cette étape d'abattage



- Un projet d'abattoir collectif de volailles permettrait de :
  - regrouper les élevages pour abattre
  - éviter la multiplication de tueries individuelles
  - limiter les transports d'animaux vivants

- Un projet de filière sarrasin bio de Bourgogne permettrait de :
  - relocaliser certaines étapes de la filière, à condition d'investir localement et collectivement pour la première transformation : séchage, stockage, décorticage

## Webinaire « Quels enjeux et voies d'intégration des transports décarbonés dans la logistique des villes de demain ? » et enjeux autour de la décarbonation des flux dans l'alimentation

Par
Silvain Demann, coordinateur de projet à l'association FAB'LIM

FAB'LIM travaille à l'accompagnement d'un collectif d'acteurs de l'ESS sur Marseille dans la structuration d'un projet de mutualisation logistique pour l'alimentation urbaine et, en flux retours, la gestion des coproduits.

De ce collectif a émergé l'association Livrazou, qui a vocation à favoriser le développement des circuits courts et de proximité sur Marseille, à renforcer l'accès à une alimentation de qualité pour tous et de soutenir l'économie circulaire, en déployant un modèle de mutualisation logistique en insertion, respectueux de l'environnement et source de multiples coopérations.

Pour cela, Livrazou se donne pour objectifs de :

- renforcer la citoyenneté et la solidarité autour des enjeux alimentaires du territoire ;
- défendre un modèle logistique en insertion, local et à taille humaine sur des métiers en tension ;
- réduire l'impact environnemental de la logistique urbaine, en optimisant les flux sortants (circuits alimentaires de proximité) et inverses (circuits de valorisation des invendus, emballages, coproduits) ;
- appuyer les acteurs économiques locaux dans leur développement en encourageant les coopérations logistiques, les mutualisations et l'émergence de nouvelles activités d'économie circulaire ;
- développer des interactions et synergies avec des projets de mutualisation logistique d'autres territoires pour favoriser les échanges d'expériences et l'essaimage en réseau de ses modèles.

Pour aller plus loin : http://fablim.org/logistique-alimentaire-urbaine



## La filière maraîchère pour la restauration collective

Par
Audrey N'Diaye, chargée de mission PAT à la CC Arbois Poligny Salins Cœur du Jura

Agrilocal 39, outil porté par le Département du Jura et la Chambre d'agriculture du Jura, est une plateforme digitale de mise en relation et d'approvisionnement entre la restauration collective et les fournisseurs locaux. Ses utilisateurs constatent un fonctionnement « limitant » du gré à gré sur certaines productions.

Un travail d'accompagnement est donc réalisé auprès :

- des établissements pour recenser les volumes et les contraintes ;
- des maraîchers pour :
  - aider les petites structures ;
  - structurer des collectifs ;
  - élaborer un calendrier de saisonnalité et s'engager sur un volume annuel avec contractualisation (13 tonnes pour l'année 1).

Les suites du projet se structurent autour de deux axes :

1) Augmenter :

- le volume commandé en année 2 pour atteindre un chiffre d'affaires assurant la viabilité économique du dispositif ;
- le nombre d'établissements à livrer, en adaptant les mises en culture face à ce premier retour d'expérience et communiquer sur l'intérêt du projet ;
- les volumes commandés par les établissements déjà engagés dans la démarche.

2) Trouver le cadre juridique adapté (ESAT, SCIC) permettant d'amoindrir les coûts logistiques en s'appuyant sur un acteur local.

## Une SCIC comme « bras armé » du PAT bio Ensemble Bi'Eau du Pays Lédonien

Par
Gaëtan Aymonier,
président de la SCIC
Ensemble Bi'Eau du
Pays Lédonien

Le PAT bio du Pays Lédonien regroupe plusieurs acteurs locaux (Clus'Ter Jura, Ville de Lons-le-Saunier, Pays Lédonien, syndicat mixte de la cuisine centrale de Lons-Le-Saunier, Chambre d'agriculture du Jura, GAB [Groupement des AgroBiologistes] du Jura, Interbio…) et s'appuie sur une dynamique locale déjà existante à travers, notamment, la cuisine centrale de Lons-le-Saunier, reconnue au niveau national pour ses réalisations pionnières sur la protection de la ressource en eau. Le PAT, lancé en 2020, s'articule autour de deux piliers : le premier vise à développer l'ancrage territorial des filières bios (production, transformation, distribution) et le second est orienté vers la justice sociale, l'éducation et le gaspillage alimentaire.

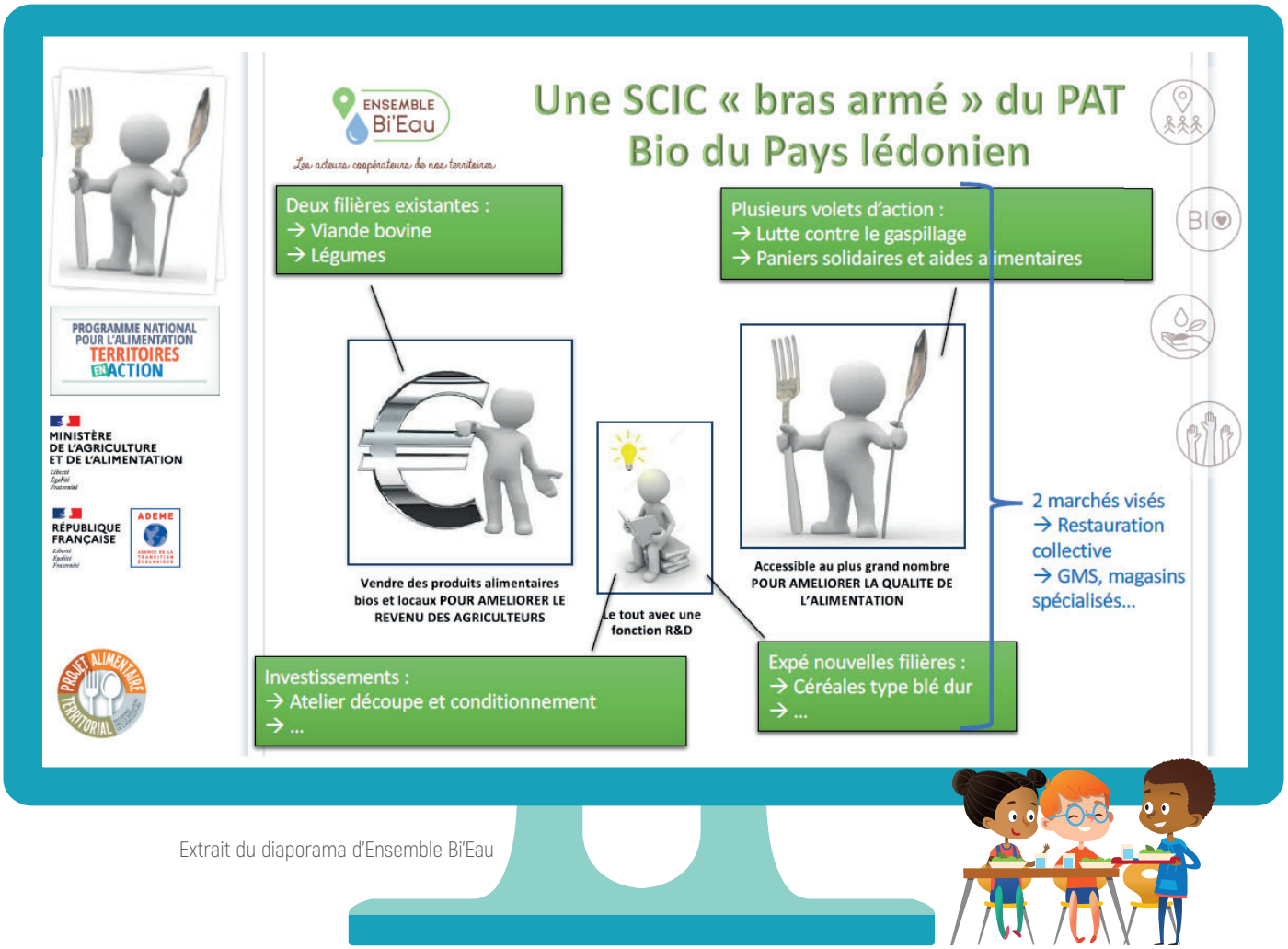
Début 2021, les acteurs du PAT ont créé la SCIC Ensemble Bi'Eau, avec comme triple objectif de :

- ancrer une économie au niveau local ;
- renforcer une politique de l'alimentation sur le territoire ;
- réunir les conditions d'une véritable coopération entre les acteurs du territoire.




La gouvernance et la structuration d'Ensemble Bi'Eau s'organisent autour de :

- 10 producteurs
- une association de producteurs : Entente bio
- deux opérateurs économiques : La Cambuse et Elan Jardin
- une société civile : association Jura Nature Environnement
- trois corps intermédiaires : Chambre d'agriculture du Jura, Clus'Ter Jura, GAB du Jura
- quatre collectivités locales : CC Terre d'Émeraude, CC Bresse Haute-Seille, CC ECLA et CC Portes du Jura




Extrait du diaporama d'Ensemble Bi'Eau

Deux lignes directrices fortes ont été définies, avec un but commun de préserver la ressource en eau et anticiper les effets du changement climatique en :

- vendant des produits alimentaires bios et locaux pour améliorer le revenu des agriculteurs ;
- rendant accessible au plus grand nombre une alimentation de qualité.

Une première action est la commercialisation de steaks hachés produits localement, en agriculture biologique, pour la cantine municipale de Lons-le-Saunier, mais aussi pour d'autres établissements de restauration collective du territoire.



## À retenir de la journée

## paroles de participants

- Pour imaginer des outils et solutions logistiques, le point de départ est de **s'appuyer, en premier lieu, sur l'existant**, sur des expériences et actions réussies par les territoires.
- **Faire de la veille** des expériences territoriales pour monter en compétence et démarrer une réflexion s'avèrent indispensables.
- **Un état des lieux de son territoire**, cumulé à un benchmark (parangonnage) des solutions, innovations ou actions territoriales existantes, constitue le premier volet méthodologique.
- Pour certains projets innovants, tout particulièrement pour le montage d'une SCOP ou d'une SCIC, par exemple, **l'association de préfiguration est un dispositif particulièrement utile et adapté**, afin de mesurer l'écho d'un projet sur un territoire et ce, avant de lancer les premières activités.
- **La communication et le renforcement des liens** entre les chargés de PAT et les acteurs des SAT sont nécessaires pour créer des synergies et trouver des solutions en commun et inter-territoires.
- Si l'innovation technologique peut apporter des solutions en matière logistique, elle ne peut remplacer l'innovation organisationnelle et, donc, le facteur humain. Il importe de **privilégier d'abord l'innovation organisationnelle**, qui est un prérequis pour un projet réussi sur le plan opérationnel.
- **La réglementation peut infléchir les pratiques**. C'est un facteur potentiellement limitant, auquel il faut s'adapter.
- Les appels à projet (AAP) et les appels à manifestation d'intérêt (AMI) apparaissent peu adaptés pour les territoires.



# LES VISITES DE TERRAIN



## Du Pays Nivernais Morvan, en passant par le Clunisois, jusqu'au Grand Besançon Métropole, rencontres estivales avec quelques PAT bourguignons-francs-comtois

En 2022, le mois de juillet a été l'occasion, pour Alterre Bourgogne-Franche-Comté, en charge de l'animation du réseau des PAT, d'aller à la découverte de plusieurs territoires pour échanger avec les acteurs locaux. Cap sur la Nièvre, tout d'abord, avec une étape à Corbigny pour rencontrer Laura Buck, cheffe de projet « Économie de proximité » du Pays Nivernais Morvan. Après une présentation du PAT, initié dès 2020 par les élus, Laura Buck a présenté quelques actions saillantes du projet alimentaire, parmi lesquelles la création de la « Brigade PAT ». Imaginée pour connecter la démarche PAT aux 196 communes qui composent le Pays Nivernais Morvan, cette brigade est composée de développeurs territoriaux dans chacune des cinq communautés de communes réparties sur le Pays. Leur rôle est d'animer la démarche alimentaire auprès des élus et des habitants pour construire des actions partagées, par exemple autour des cantines scolaires. Celles-ci font l'objet d'une attention particulière puisque, depuis janvier 2022, le Pays Nivernais Morvan organise, avec l'appui du groupement BioBourgogne, du CPIE Yonne et Nièvre et du CPIE Pays de Bourgogne, le « Labo des cantines », dont l'objectif est d'animer un réseau local d'acteurs de la restauration collective.



La restauration collective fait également l'objet d'un soin particulier, à l'échelle du PAT départemental de la Nièvre, comme l'a expliqué Geoffrey Darmencier, directeur du développement territorial du Département de la Nièvre, lors de la deuxième étape de cet itinéraire, qui passait par Nevers.

La restauration collective scolaire, administrative, hospitalière et médico-sociale, représente sept millions de repas par an dans la Nièvre, ce qui constitue un levier important de soutien aux filières agricoles et alimentaires locales. C'est aussi une porte d'entrée pour la sensibilisation des Nivernais, notamment des plus jeunes, à l'importance d'une alimentation saine et durable. Le PAT départemental a donc fait de l'augmentation de la quantité de produits locaux, ainsi que de la qualité dans la restauration collective, l'une de ses priorités. Autre action développée par le Département et répondant à l'un des enjeux majeurs des prochaines années, celle portant sur la question foncière, depuis la volonté de favoriser, pour de nouveaux agriculteurs, l'accès aux terres agricoles, en passant, bien sûr, par la préservation de ces dernières avec, notamment, la lutte contre leur artificialisation.



Cette ambition, autour du foncier agricole, se retrouve dans l'ensemble des PAT de Bourgogne-Franche-Comté, à l'image du Clunisois, en Saône-et-Loire, dont François Bonnetain, maire de la Vineuse sur Fregande - troisième étape de ce parcours -, a pu détailler l'une des initiatives phares du PAT : la mobilisation d'un outil cartographique innovant (voir page 32, table ronde séquence 3 : transmission). Autre initiative exemplaire du PAT du Clunisois : la création d'un laboratoire de transformation - Melting Popote - à la disposition des producteurs (voir page 9).

Cette volonté d'accompagner le développement de productions locales de qualité se retrouve également dans le projet alimentaire du Pays Dolois - Pays de Pasteur. À Dole, dans le Jura, quatrième étape de cette série de visites sur le terrain, Sandrine Weil-Robin, chargée de mission de la collectivité, souligne que cette ambition s'inscrit dans les trois grandes orientations du PAT, avec la mise en relation des acteurs locaux, du producteur au consommateur, et la volonté d'agir pour une approche sociale et solidaire de l'alimentation. Dix actions concrètes ont été identifiées et validées, comme le lancement d'une étude de marché sur l'opportunité d'une unité de surgélation, la sensibilisation des enfants au goût et à la saisonnalité des fruits et légumes, mais aussi le soutien au projet de modernisation de l'abattoir de volailles de l'ESAT de Cramans ou la création d'un fonds d'aide à l'installation.



L'installation de porteurs de projets, notamment en maraîchage, est aussi au cœur du PAT de Grand Besançon Métropole. Cette cinquième et ultime étape bisontine reflète ce qui constitue l'un des fils rouges incontournables des PAT en Bourgogne-Franche-Comté : la préservation et la mobilisation des ressources foncières pour soutenir des projets agricoles, professionnels et associatifs. Un axe de travail essentiel sur lequel insiste Isabelle Bérython, chargée de mission Alimentation agriculture de Grand Besançon Métropole qui a, notamment, pour ambition de favoriser une production répondant à la demande alimentaire locale et aux enjeux environnementaux (qualité de l'eau, maintien de la biodiversité…).





Comme sur l'ensemble du territoire régional, la réflexion et les actions du PAT de Grand Besançon Métropole sont, bien évidemment, en cohérence avec l'adaptation au changement climatique en s'appuyant, pour cela, sur le Plan climat-air-énergie territorial de Grand Besançon Métropole. Des sujets au cœur du séminaire annuel régional des PAT et des SAT d'Autun (voir page 25), centré sur le lien entre questions foncière et climatique.

Photos de la double page (de gauche à droite) :
Paysage du Clunisois
Cathédrale de Nevers (Yonne)
Dole et la basilique Notre-Dame (Doubs)
Élevage en Saône-et-Loire
Exploitation agricole dans le Doubs
Vue aérienne du Grand Besançon Métropole

# ZOOM SUR...

Rencontre avec François Bonnetain, maire de La Vineuse sur Fregande

## Dans le Clunisois, l'alimentation fédère les énergies

François Bonnetain, en est convaincu, « les solutions viendront du terrain ». Ce « terrain », que le maire de La Vineuse sur Fregande décrit avec passion, a le visage de tous ces agriculteurs, producteurs, bénévoles associatifs, élus, habitants... qui font de la Communauté de communes du Clunisois un territoire qui ne cesse de se réinventer, notammfent autour des questions agricoles et alimentaires.



Niché au sud de la Saône-et-Loire, les quarante-deux communes qui le compose, et dont Cluny en est le siège, sont une invitation au voyage entre nature et culture, dans un foisonnement de vallées, coteaux et bocage. Un bocage qui constitue l'une des identités paysagères de la région et qui s'insère dans une diversité agricole forte, faite de polyculture et polyélevage, où se croisent éleveurs de bovins, d'ovins et caprins, mais aussi activités vigneronnes, sans oublier de petites exploitations de l'arboriculture et du maraîchage.

Dans ce petit pays de Cocagne, l'imagination est féconde, comme en témoigne les nombreux projets collectifs autour de l'alimentation qui ont vu le jour depuis quelques années, pour développer l'économie locale. François Bonnetain évoque, ainsi, non sans fierté, le dernier-né, emblématique de cet état d'esprit : le laboratoire agroalimentaire partagé du Clunisois, Melting Popote. Ouvert en 2020 sur la commune de Salornay-sur-Gule, cet équipement est un lieu de transformation des produits alimentaires en filière courte. Il permet aux éleveurs, maraîchers, métiers de bouche, association, collectivités... de disposer de différents espaces pour préparer légumes, viandes et escargots, avec l'aide d'une équipe qualifiée (boucher, cuisinier) et des équipements agréés.



En présentant les acteurs de l'alimentation qui utilisent cet outil, le maire de La Vineuse sur Fregande précise que celui-ci est ouvert, à la fois, aux agriculteurs en bio, mais aussi à ceux qui sont en conventionnel. Une manière pour lui de réaffirmer que la dynamique collective à l'œuvre dans le Clunisois n'est pas un vain mot et que, ajoute-t-il, « mettre les gens ensemble est une question de bon sens ». Une boucherie, une légumerie, un séchoir à viande, une pâtisserie, une cuisine : les 330 m² du laboratoire sont un peu à l'image du territoire sur lequel il est implanté, un mélange de diversité et de savoir-faire dans les pratiques culturales. De fait, le nom de l'association qui gère celui-ci ne doit rien au hasard évidemment. Référence explicite à l'expression américaine « melting pot », qui désigne le vivre ensemble d'une société avec toutes ses origines et ses particularités, l'association Melting Popote exprime cette volonté de regrouper toutes les compétences et les modes de faire des habitants de la Communauté de communes du Clunisois. C'est en partant de ce principe qu'a été imaginé, dès 2015, le projet du laboratoire de Salornay. « À l'époque, rappelle François Bonnetain, nous avions déjà lancé plusieurs initiatives sur le territoire autour de l'alimentation locale et collective, mais nous avons constaté que, si nous voulions accélérer le développement de celle-ci, il fallait que nous disposions d'un équipement de transformation de proximité, adapté aux besoins de chacun ».

La phase de préparation va durer jusqu'en 2019, emmenée, notamment, par Marie Chauvet (devenue, entretemps, maire de Cluny), l'une des chevilles ouvrières d'une autre association locale, Cantines en mouvement. Regroupant élus locaux, parents d'élèves, enseignants, personnel des cantines..., cette association inspirera, dans son fonctionnement participatif et horizontal, comme dans les idées développées, la démarche Melting Popote. Une démarche d'équipe qui, après avoir levé doutes et freins initiaux, réussira à convaincre, outre la Communauté de communes du Clunisois - qui a pris en charge l'investissement immobilier - plusieurs financeurs dont la Région Bourgogne-Franche-Comté, mais aussi le Département de la Saône-et-Loire, ainsi que l'Europe.



Aujourd'hui, un peu plus d'un an après l'entrée en fonction de cet équipement, une trentaine de producteurs travaillent régulièrement avec ce que certains qualifient de véritable « coworking alimentaire ». Le laboratoire de Salornay fournit aussi deux cantines issues de regroupements pédagogiques intercommunaux (RPI) situés à proximité. Une vraie réussite pour François Bonnetain qui, sans nier certaines difficultés, souhaite « laisser du temps au temps » pour que Melting Popote puisse s'installer durablement dans le paysage clunisois. Une ambition qui fait écho au récent engagement de la collectivité dans la mise en œuvre d'un PAT, outil de partage et de rencontres multi-acteurs, qui correspond parfaitement à la philosophie de ce territoire.



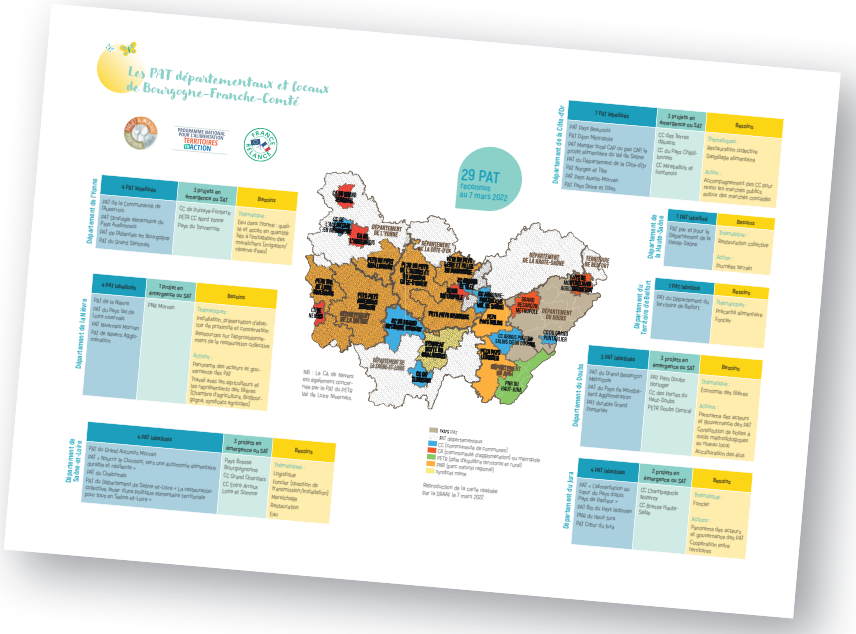


# LES WEBINAIRES

Webinaire à destination des DDT et des référents ADEME, qui a eu lieu le lundi 3 octobre 2022.

## « Présentation de l'état des lieux des PAT/SAT en Bourgogne-Franche-Comté »

À partir de l'état des lieux départemental réalisé par Alterre en mai 2022 (voir pages 6 et 7), les représentants des DDT et les référents de l'ADEME étaient invités à prendre connaissance et à échanger autour de la présentation des dynamiques en cours dans les différents départements et territoires.



# « Présentation du nouvel outil collaboratif en ligne du réseau des PAT en Bourgogne-Franche-Comté et échanges autour des actualités du réseau »

Webinaire à l'attention de l'ensemble des acteurs des PAT/SAT, qui a eu lieu le jeudi 13 octobre 2022.

L'espace collaboratif en ligne, ouvert le 13 octobre 2022, a vocation à offrir aux membres du réseau un lieu commun pour échanger, partager et enrichir leurs connaissances. Outre faciliter la mise en réseau des membres, cet espace se veut complémentaire des animations et accompagnements proposés par l'animateur du réseau : webinaires, journées thématiques/techniques, séminaire régional, etc.

Les membres du réseau peuvent donc retrouver sur cette plateforme plusieurs rubriques :

- un annuaire regroupant les acteurs des PAT de Bourgogne-Franche-Comté, avec leurs fonctions et leurs coordonnées ;
- un espace blog, qui permet de partager des informations régionales et nationales sur l'actualité des PAT et des SAT ;
- un calendrier, qui affiche tous les rendez-vous régionaux, ainsi que quelques évènements nationaux autour de l'alimentation ;
- un espace « Conversation », qui offre la possibilité aux acteurs inscrits sur la plateforme d'échanger entre eux autour de sujets techniques, juridiques, financiers…
- un espace « Documents », qui rassemble les ressources présentés lors des journées techniques et des webinaires.




Page d'accueil du site collaboratif en ligne à destination des acteurs des PAT/SAT en Bourgogne-Franche-Comté



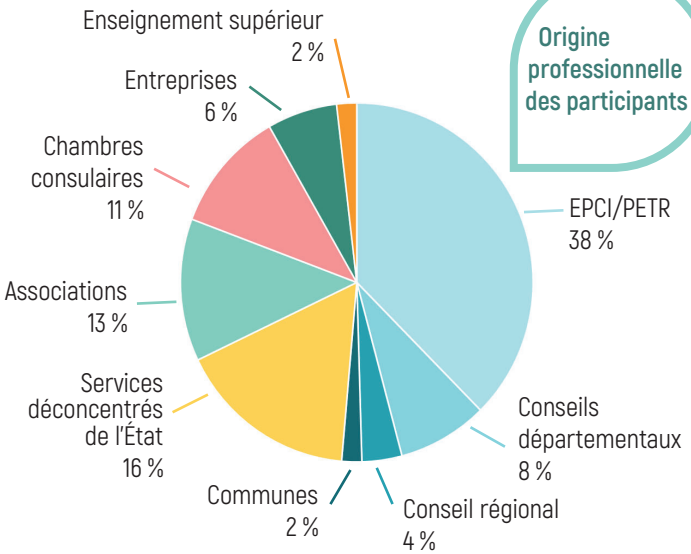
# LE SÉMINAIRE ANNUEL

Cette année, Autun a été la ville hôte du séminaire annuel des Projets et Systèmes alimentaires territoriaux, ouvert à l'ensemble des acteurs de l'alimentation et de l'agriculture (élus et agents de collectivités, porteurs de projets, chargés de mission, associations, Chambres d'agriculture et autres consulaires...).

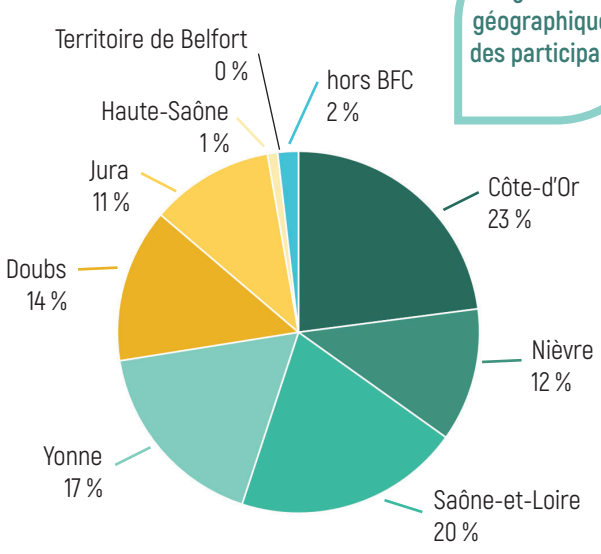
Le thème choisi était : « **Prise en compte du changement climatique et de la question foncière dans les PAT en Bourgogne-Franche-Comté** ».

Cette journée a proposé de nombreux retours d'expériences, afin d'enrichir les réflexions en cours autour de la question foncière et climatique, à travers pistes, leviers d'actions et outils permettant de répondre à l'un des enjeux majeurs de ce siècle : la résilience alimentaire de nos territoires face aux crises que nous vivons. Plus de 120 participants, de tous les départements de la région, sont venus partager leurs initiatives et réfléchir ensemble sur la problématique du foncier et de l'adaptation au changement climatique.

**Origine professionnelle des participants**




**Origine géographique des participants**



## Plusieurs temps forts ont rythmé la journée...

### le temps du débat

en matinée

Avec une table ronde réunissant des acteurs de PAT, des structures d'accompagnement des entreprises agricoles et des collectivités, pour présenter des retours d'expériences, proposer des pistes, leviers d'actions et outils, alimenter les réflexions en reliant questions foncière et climatique.



### le temps du partage

à midi



Avec, autour de la « Place du village », un déjeuner composé de produits régionaux et un espace dédié où ont été présentés des initiatives, actions retours d'expériences des acteurs de l'alimentation et de l'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté.

### le temps de l'inspiration

l'après-midi

Avec cinq ateliers tournants, où ont été travaillés les enjeux de la transmission, les outils prospectifs et d'accompagnement des projets, l'écosystème des acteurs territoriaux, la problématique de réduction de l'impact carbone de l'alimentation et de l'agriculture, ainsi que le fonctionnement du réseau des PAT.



### le temps du sensible

au fil de la journée

Avec Mapie Caburet, conteuse de la compagnie « À la lueur des contes », qui a accompagné l'ensemble de la journée avec des intermèdes contés, pleins de poésie et de sagesse sur les liens avec le vivant et entre les hommes.





# Discours introductifs (extraits)



**Monique Gatier**
**Adjointe au maire d'Autun**
**en charge des affaires sociales**



**& Marie-Claude Barnay**
**Présidente de la Communauté de communes du Grand Autunois Morvan**

Notre objectif est de continuer le travail commun que nous avons initié sur notre territoire pour poursuivre et développer cette économie de la ressource et favoriser la création de valeur ajoutée de la Communauté de communes du Grand Autunois Morvan, mais aussi, évidemment, au-delà.



**Marie-Jeanne Fotré-Muller**
**Directrice de la DRAAF Bourgogne-Franche-Comté**

Nous bénéficions, en Bourgogne-Franche-Comté, d'une forte dynamique régionale. Notre région est souvent citée en exemple pour son nombre de PAT, grâce à la forte mobilisation des collectivités, de tous les porteurs de projets et de tous les acteurs de terrain. La question du foncier, qui sera l'un des fils rouges de ce séminaire annuel des PAT 2022, intervient dans un contexte de renouvellement des générations et l'accès au foncier agricole est vraiment un enjeu primordial. La Loi d'orientation agricole, qui verra le jour en 2023, devra répondre à cet enjeu de renouvellement des générations. Et c'est donc un véritable défi, que nous avons à relever ensemble, qui portera sur la transmission, l'orientation, l'installation et la transition plus généralement.

**Jean-Luc Saublet**
**Directeur régional de l'ADEME**



Il est clair que c'est vraiment à l'échelle territoriale que l'on pourra véritablement anticiper les impacts du changement climatique et les PAT sont les bons leviers pour penser et permettre la résilience alimentaire des territoires. C'est ce que montrera, sans doute, l'évaluation nationale que va lancer l'ADEME en 2023 pour présenter ce qui se fait sur le PAT. Elle apportera, notamment à travers les retours d'expériences et l'exemple de ce qui est réalisé dans les PAT, une source d'inspiration, d'un point de vue méthodologique, pour les acteurs. Cette évaluation, nous pourrons vous la présenter au prochain séminaire régional annuel des PAT, en 2023 !



**Christian Morel**
**Vice-président de la Région Bourgogne-Franche-Comté**
**en charge de l'agriculture, de la viticulture et de l'agroalimentaire**

Les territoires sont des partenaires essentiels de l'action de la Région Bourgogne-Franche-Comté et nous souhaitons de ce point de vue penser avec les collectivités une véritable action au niveau du foncier pour venir en soutien de la SAFER, de Terre de Liens, avec les PAT... Il nous importe aussi de créer du lien entre le monde agricole et les consommateurs et, de ce point de vue, les PAT sont des outils essentiels.

séquence 1

# Le temps du débat : table ronde

# PRÉSERVATION

## Intervenants



**Stéphane Sauce**
Élu à la Chambre régionale d'agriculture, agriculteur en Franche-Comté



**Julien Burtin**
Chef de service Collectivités/environnement à la SAFER Bourgogne-Franche-Comté



**Isabelle Bérython**
Chargée de mission PAT au Grand Besançon Métropole

La question foncière et la nécessité de relier celle-ci à la problématique de préservation des terres nourricières, sont un objet central des PAT. Cet enjeu est aussi au cœur des préoccupations de l'ensemble des acteurs intéressés par les enjeux alimentaires, agricoles et environnementaux en Bourgogne-Franche-Comté. La SAFER Bourgogne-Franche-Comté en fait l'une des priorités de son Programme pluriannuel d'activité 2022-2028. Pour la Chambre régionale d'agriculture, cette question doit être adossée à d'autres notions, en particulier à la prise en considération du social et du développement économique, en veillant, par exemple, à favoriser des centres d'activités autour des villages pour attirer de nouveaux agriculteurs sur le territoire. Les conseillers agricoles des Chambres travaillent sur les questions de formation, mais aussi sur le développement de filières et sur les aspects économiques, d'où leur intérêt pour les outils d'urbanisme que sont les SCOT, les PLU, les PLUi. Ils ont donc voix au chapitre sur les politiques d'urbanisme et d'aménagement.

La préservation du foncier à des fins nourricières est un constat partagé. Tous les syndicats agricoles s'accordent sur un point, celui de tendre au maximum vers le zéro artificialisation nette (ZAN). Cette démarche est, toutefois, porteuse de nombreuses questions pour les collectivités, notamment en milieu rural, et ne peut faire abstraction du développement économique des villes et des villages. La Région Bourgogne-Franche-Comté appliquera cette démarche à horizon 2050, comme la loi Climat et Résilience le prévoit, car l'enjeu de préservation des ressources se pose de manière cruciale et incontournable, notamment en termes de gestion de l'eau. Les échéances liées au ZAN ont ainsi pour conséquence de produire une accélération des demandes d'urbanisation des collectivités, car certains élus veulent anticiper la mise en œuvre de cette démarche. C'est une réalité, notamment pour des territoires en très forte pression sur l'artificialisation, à l'image de la région frontalière de la Suisse en Franche-Comté ou bien encore au nord de l'Yonne qui subit l'influence francilienne. Sur ce point, la SAFER peut aider à trouver un équilibre, en termes de développement durable des territoires, entre développement économique et préservation des espaces agricoles, mais son intervention est cependant limitée sur les documents d'urbanisme. C'est davantage le rôle des Chambres qui sont présentes, en amont, au moment de l'élaboration de ces documents.

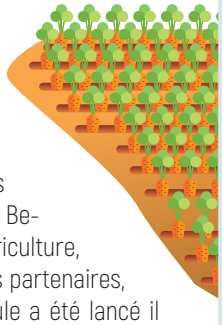






Au sein du Grand Besançon Métropole (GBM), la question foncière est notamment débattue dans le groupe de travail de stratégie foncière, mis en place par les élus. Sur ce point, le travail de terrain est important, il faut rencontrer les maires du territoire, mais aussi les nombreux propriétaires de terrains ciblés avec qui il convient d'être particulièrement diplomate et

à l'écoute. Cette action est réalisée, de concert, avec la SAFER et la Chambre d'agriculture. Cette politique se focalise également sur la préservation et la recherche de friches agricoles, avec le concours de la Direction départementale du territoire (DDT), qui aide au repérage d'espaces potentiels sur le territoire. Dans ce cadre, le Grand Besançon Métropole souhaite favoriser la création de zones agricoles protégées. La Chambre régionale agricole a, quant à elle, lancé un travail en définissant les friches et en étudiant leur potentialité pour constituer des espaces supplémentaires de production de denrées alimentaires et l'installation de porteurs de projet en espace-test.



Mettre en œuvre des espaces-tests permet de préserver le foncier agricole, tout en facilitant l'installation de nouveaux agriculteurs et, notamment, des maraîchers. C'est un axe de travail suivi par le Grand Besançon Métropole, avec l'appui de la Chambre d'agriculture, de Terre de Liens et de la SAFER, mais aussi d'autres partenaires, comme Interbio. L'espace-test agricole du Chalezeule a été lancé il y a huit ans, ce qui permet d'avoir du recul sur son fonctionnement. Il s'étend sur une surface de 16 hectares. 10 hectares sont cultivés par les Jardins de Cocagne, avec l'aide de la coopérative Coopilote (coopérative franc-comtoise d'appui aux entrepreneurs et porteurs de projet). Six hectares sont divisés en trois espaces destinés à la formation de candidats à l'installation. Sur cet espace-test, les maraîchers peuvent commercialiser leur production comme ils l'entendent, les débouchés étant principalement en AMAP ou dans la petite restauration. En revanche, la restauration collective semble « effrayer » les producteurs en espace-test, principalement en raison du volume de production trop important pour fournir les cantines et la complexité de « caler » les besoins en fonction de la saisonnalité des productions : lors de la saison estivale, il y a une baisse de la demande de la restauration collective, liée aux congés scolaires, alors que l'été est le pic de production de légumes. Il faut donc trouver des solutions, qui peuvent passer par la transformation. Il y a aussi la question du prix d'achat des productions : les maraîchers sont davantage orientés vers la commercialisation en direction des particuliers. Sur la commune de Montfaucon, village doubien de 1 575 habitants, un espace-test s'est finalement transformé en installation, car le maraîcher a trouvé des conditions de travail, mais aussi sociales, qui lui conviennent, avec un fort lien à la population et une bonne intégration dans la vie du village, pour lequel il apporte une vraie réponse en termes alimentaires.



Il est parfois difficile de trouver des porteurs de projets prêts à s'installer, ce qui implique de pouvoir stocker du foncier agricole. De ce point de vue, le dialogue entre la SAFER, la Région Bourgogne-Franche-Comté et d'autres collectivités est indispensable.

Le foncier agricole ne peut pas être traité indépendamment d'un autre enjeu, celui de l'énergie, qui soulève des interrogations autour du partage et de l'usage des terres agricoles liées, notamment, au développement de la filière agrivoltaïque. Comme pour la filière méthanisation, la Chambre d'agriculture se questionne sur l'avenir du métier d'agriculteur, qui deviendrait, aussi, un producteur d'énergie. L'idée est de trouver le bon équilibre, en passant en revue les aspects négatifs comme positifs de cette évolution. La préservation des terres agricoles pour l'alimentation est incontournable, mais la production d'énergie est aussi en enjeu majeur des prochaines années, ce qui nécessite de trouver un compromis.

En matière de préservation de terres agricoles, le cahier des charges SAFER affiche clairement la nécessité d'un engagement, du maintien de la destination agricole des terres lors d'une installation. Des dérogations sont possibles, mais la SAFER a un droit de regard sur 15 ans pour les terrains qu'elle attribue. En Bourgogne-Franche-Comté, on compte environ 90 000 hectares sous cahier des charges SAFER. Ce dernier comporte des exigences en matière de pratiques environnementales, dans des zones de captage, par exemple, avec des préconisations de pratiques agricoles. Il existe aussi des possibilités de travailler sur des cahiers des charges plus environnementaux et, dans ce cas, le droit de regard peut s'étendre jusqu'à trente ans. Ce qui interroge la SAFER, compte tenu de la vitesse du changement climatique, qui contraint à trouver des solutions pour adapter l'agriculture.

L'application de ces cahiers des charges, notamment environnementaux, nécessite de nouer des partenariats avec les Conservateurs d'espaces naturels ou les Chambres d'agriculture, d'accompagner les agriculteurs dans l'évolution de leurs pratiques culturales, afin que celles-ci évoluent, notamment, pour protéger les zones de captage d'eau potable.

## DÉFINITIONS

**Zéro artificialisation nette (ZAN)**

Consacrée en 2018 par le Plan Biodiversité, puis en 2020 par la Convention citoyenne sur le climat, cette démarche consiste à réduire au maximum l'extension des villes en limitant les constructions sur des espaces naturels ou agricoles et en compensant l'urbanisation par une plus grande place accordée à la nature dans la ville.

ZAN est un objectif fixé pour 2050. Il demande aux territoires, communes, départements, régions de réduire de 50 % le rythme d'artificialisation et de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers d'ici 2030 par rapport à la consommation mesurée entre 2011 et 2020.

*(source : OFB)*

**Foncière**

La Foncière Terre de Liens achète des fermes pour enrayer la disparition des terres agricoles et réduire les difficultés d'accès aux terres agricoles. Ces fermes sont ensuite louées à des fermiers et des fermières qui y développent une agriculture biologique, paysanne et de proximité.

Pour acquérir ces fermes, la Foncière s'appuie sur son capital, constitué de l'épargne de citoyens et d'institutions privées qui ont choisi d'investir dans un projet à haute valeur sociale et environnementale.

*(source : Terre de Liens)*

séquence 2

# Le temps du débat : table ronde

## ADAPTATION

## Intervenants



**Isabelle Bérython**
Chargée de mission PAT
au Grand Besançon Métropole



**Prisca Van Paassen**
Ingénieure Déchets et économie circulaire, référente Alimentation durable et valorisation organique à l'ADEME Bourgogne-Franche-Comté



**Alexandra Jaquot**
Chargée de mission
au Syndicat de défense de l'époisses

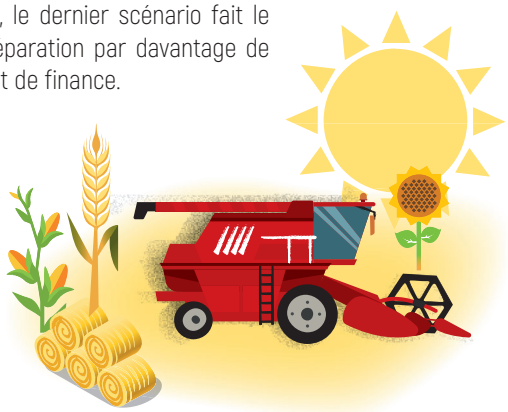


**Marie-Amandine Latour**
Responsable du pôle Agriculture de la Communauté de communes du Grand Autunois Morvan (CCGAM)



**Sophie Mobilion**
Conseillère en développement territorial et stratégique
Animatrice du GIEE de l'Autunois

La seconde séquence de la table ronde s'est ouverte par la présentation des quatre scénarios prospectifs de l'ADEME à l'horizon 2050. Le scénario 1, intitulé génération frugale, porte, principalement, sur la sobriété. Le scénario 2 est centré sur l'action des acteurs par les coopérations territoriales. Le troisième place la technologie verte comme la réponse principale au développement d'une société décarbonée. Enfin, le dernier scénario fait le pari de la réparation par davantage de matérialité et de finance.



L'action des politiques publiques et des acteurs territoriaux diffère en fonction du scénario choisi. Les enjeux alimentaires sont intégrés, dans chaque option, à travers les besoins alimentaires, la nutrition et la santé, l'artificialisation des sols et, surtout, l'impact en matière de gaz à effet de serre (GES), sachant que l'empreinte environnementale de l'alimentation correspond à un quart des émissions de GES (66 % sont liés aux pratiques agricoles, 20 % aux transports de marchandises et consommateurs). Cette empreinte est ramenée à deux tonnes des émissions équivalent $CO_2$ par habitant et par an, sur les 10 tonnes globalement produites. L'alimentation a une empreinte aujourd'hui équivalente à celle des transports et de l'habitat, d'où l'importance d'agir sur le sujet en matière d'adaptation au changement climatique.



Au regard du changement climatique, comment une filière se met-elle en mouvement pour s'adapter ? Un focus a été proposé par le Syndicat de défense de l'époisses, AOC depuis 1991 en France et AOP reconnue par l'Europe depuis 2008. Cela représente, sur l'ancienne région Bourgogne, 40 éleveurs, trois fromageries, un producteur fermier, 21 millions de litres collectés pour 60 % transformés, 1 450 tonnes de fromages. La zone protégée représente 700 000 hectares

entre Avallon et la Haute-Marne. À partir de 2010, la filière a rencontré des difficultés liées aux aléas climatiques. Ainsi, de 2011 à 2019, il a été demandé trois modifications temporaires du cahier des charges, notamment sur l'autonomie fourragère. Une étude prospective a été lancée en 2017 sur l'évolution du climat à l'horizon de 30 ans, afin d'anticiper de futures éventuelles pratiques. Est-ce que le maïs, par exemple, sera encore la bonne alimentation de demain pour les bêtes, sur la zone concernée par l'appellation ? Pourra-t-on encore avoir 50 % d'herbe jusqu'au 15 juin chaque année ? Le changement climatique est devenu clairement une réalité. La question de la réouverture du cahier des charges est donc en débat sur la table. Cette étude a permis une véritable prise de conscience des contraintes que rencontreront les producteurs dans les années à venir.

Sur le PAT du Grand Autunois Morvan, chaque niveau d'acteur s'implique dans l'adaptation au changement climatique. Quatre axes structurent le programme. L'un d'entre eux consiste à contribuer à la transition écologique tout en créant de la valeur ajoutée sur les exploitations. L'action est centrée sur le développement de filières agricoles. La collectivité propose des accompagnements individuels et collectifs en lien avec la Chambre d'agriculture et le GIEE. Un travail spécifique est fait sur la certification haute valeur environnementale (HVE) multi-productions. 37 exploitations sur le territoire ont été certifiées pour trois ans, ce qui correspond à pas moins de 7 000 hectares. Le GIEE a engagé une réflexion pour que les producteurs se réapproprient leurs modes de développement, en lien avec les changements climatiques. La démarche a permis de mieux exploiter les prairies permanentes, de tester des nouveaux mélanges de légumineuses… Des tests de matériels ont également été mis en œuvre. La volonté est de faire en sorte que les résultats des expérimentations puissent servir à l'ensemble des producteurs sur le territoire. Une communication auprès du grand public est également proposée pour que l'ensemble de la société soit informé des évolutions.










séquence 3

TRANSMISSION

# Le temps du débat : table ronde

## Intervenants



**Marie-Amandine Latour**
Responsable du pôle Agriculture
de la Communauté de communes
du Grand Autunois Morvan (CCGAM)



**Sophie Mobilion**
Conseillère en développement
territorial et stratégique
Animatrice du GIEE de l'Autunois



**Charlotte Mettez**
Médiatrice foncier à Terre de Liens
Bourgogne-Franche-Comté



**François Bonnetain**
Maire de La Vineuse sur Fregande
PAT de la Communauté de communes
du Clunisois



**Aimé Nicolier**
Chef de l'unité planification - service
Urbanisme & appui aux territoires
à la DDT de Saône-et-Loire



**Fabrice Voillot**
Conseiller régional en charge de
l'alimentation de proximité
à la Région Bourgogne-Franche-Comté
Vice-président de la CCGAM
Agriculteur en Saône-et-Loire

La Direction départementale des territoires de Saône-et-Loire (DDT 71) a organisé une série de rencontres avec les acteurs locaux autour du foncier, avec l'objectif de traduire, de façon concrète sur les territoires, la loi « Climat et résilience ». Le dialogue territorial ainsi construit avait pour objet d'interroger les élus sur les sujets du foncier et de l'aménagement du territoire, afin de leur donner l'envie d'agir, voire de changer de regard.

Dans ce cadre, deux soirées débats ont été organisées par le Préfet de Saône-et-Loire, avec le souhait que s'expriment, à la fois, des experts du foncier, mais aussi des acteurs de terrain, afin de croiser les regards. La première soirée a été consacrée à l'attractivité et à la sobriété foncière, avec plusieurs intervenants : un environnementaliste s'est attaché aux questions liées aux sols, un économiste a évoqué la place du foncier dans l'économie territoriale et un sociologue a replacé la discussion dans un contexte plus global, sur la perception du foncier et du sol en général. La seconde soirée était consacrée à la présentation d'exemples concrets réalisés par des territoires de Bourgogne-Franche-Comté autour de l'alimentation, des aménagements urbains... montrant, ainsi, que la dynamique en place était à la portée de tous les territoires pour mettre en œuvre une réflexion basée, notamment, sur la sobriété foncière.

Ce dispositif de dialogue territorial permet donc à de nombreux acteurs de travailler en partenariat. Terre de Liens, mouvement citoyen qui fête ses 20 ans en 2023, fait partie de ce réseau d'acteurs. Ses objectifs sont de préserver les terres agricoles et nourricières et de développer les installations, en facilitant l'accès au foncier pour les porteurs de projets. La structuration de ce mouvement s'articule autour de trois piliers : un réseau associatif, une Foncière qui collecte de l'épargne citoyenne pour acheter des fermes, des terres, du bâti, et la Fondation Terre de Liens pour recevoir des legs et des dons de fermes agricoles. Lorsque Terre de Liens devient propriétaire de foncier, l'association le met à disposition de personnes souhaitant s'installer, par l'intermédiaire d'un bail rural environnemental qui permet d'orienter certaines pratiques agricoles. Terre de Liens est propriétaire de 17 fermes en Bourgogne-Franche-Comté. L'une d'entre elles, acquise en 2011, est située à la Grande Verrière, près d'Autun, et est spécialisée dans la transformation fromagère. Une exploitation du Châtillonnais de 150 hectares, autrefois spécialisée en grandes cultures céréalières, a été découpée en trois petites exploitations, spécialisées, pour l'une, en céréales, pour l'autre, en élevage laitier et, pour la dernière, en

plantes aromatiques. Terre de Liens Bourgogne-Franche-Comté rencontre, chaque année, une centaine de personnes souhaitant s'installer, la plupart hors cadre familial, donc non issues du milieu agricole, pour qui la question foncière, et donc l'accès aux terres agricoles, se pose avec acuité. Dans le même temps, des agriculteurs, désireux de céder leur exploitation, sollicitent Terre de Liens pour être mis en contact avec des porteurs de projets. L'association organise, tous les ans, une dizaine de soirées « transmission » avec la Chambre d'agriculture pour évoquer, notamment, le volet humain, lié à la volonté de céder son exploitation et les conséquences morales et sociales de cette décision. Enfin, Terre de Liens participe très régulièrement à des actions avec les collectivités territoriales, à l'image du travail en cours sur le foncier aux côtés de Grand Besançon Métropole, avec la SAFER et la Chambre d'agriculture. Cette démarche partenariale se retrouve, aussi, dans les actions menées avec le Pays Nivernais Morvan, autour de la démarche RARES (projet agriruraux innovants), mais aussi avec le PAT du Clunisois.

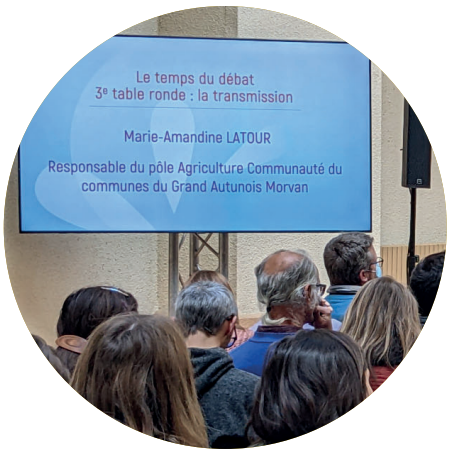
Ce dernier est mis en œuvre, depuis deux ans, par la Communauté de communes du Clunisois, dont le projet de territoire intègre des démarches et des dispositifs environnementaux, agricoles et paysagers. Le travail sur la production constitue l'un des axes principaux, avec la volonté de favoriser l'installation de maraîchers et d'arboriculteurs, tout en envisageant de développer la filière légumineuses. Parmi les autres initiatives intégrées au PAT, on retrouve la mise en relation entre producteurs et collectivités, qui souhaitent relocaliser leur alimentation. Un laboratoire de transformation, Melting Popote, à la disposition des producteurs, a aussi été créé et une réflexion est engagée sur l'ouverture d'un abattoir de proximité. L'autre axe structurant est le foncier, pour lequel un Comité technique, regroupant l'ensemble des acteurs concernés (SAFER, Chambre d'agriculture, Terre de Liens...), a été constitué. Face à la demande croissante d'installations - une vingtaine de porteurs de projets sont aujourd'hui à la recherche de foncier disponible sur le territoire du Clunisois -, plusieurs initiatives ont été mises en œuvre,



telles que la conduite d'un état des lieux du foncier disponible, réalisé avec la Chambre d'agriculture, mais aussi la mobilisation d'un outil cartographique innovant. Celui-ci permet d'avoir une vision fine du territoire, grâce à un zonage précis des espaces à favoriser pour développer des activités agricoles, avec l'objectif de mobiliser, à la fois, les agriculteurs cédants et les élus : chaque commune de la communauté de communes dispose, elle-même, de sa propre cartographie qui offre la possibilité, aux élus municipaux, de cibler les zones où l'effort doit être porté (en interpellant les cédants, les propriétaires fonciers...) pour développer une agriculture locale et, surtout, favoriser l'installation de porteurs de projets. Ce travail nécessite également une approche humaine, car le foncier recouvre des aspects familiaux, sociaux, de patrimoine, à forte dimension affective, qu'il importe de prendre en compte.



Dans le territoire du Grand Autunois Morvan, la dimension partenariale est également importante pour l'ensemble de ces réflexions autour du foncier, grâce à une gouvernance basée sur des commissions agricoles regroupant des élus et des acteurs sociaux-professionnels. C'est dans ce cadre que les questions liées à la transmission et à l'installation sont débattues, avec un nouvel enjeu qui se dessine, en termes d'usages et de partage foncier, lié au développement de l'agri-photovoltaïque. La CCGAM a commandé une étude, auprès de la Chambre d'agriculture, en décembre 2022, pour croiser les données liées aux potentiels agronomiques des sols et aux prévisions en termes de reprises d'exploitations dans les cinq à dix ans à venir, avec les données liées aux installations du réseau de transport d'électricité. Cette dynamique autour de la transmission est couplée à d'autres projets et actions, comme le travail d'animation foncière, le repérage avec la SAFER des exploitations en phase de transmission, souvent trop grandes pour être reprises à l'identique et liées au secteur de l'élevage allaitant qui connaît une crise importante, ou bien encore le développement d'outils permettant de consolider l'émergence et le développement de nouvelles filières, maraîchères notamment, à l'image de l'ouverture du magasin de producteurs d'Autun, « La station fermière », en septembre 2022.








# Le temps de l'inspiration : les ateliers

Cinq ateliers avaient pour objectifs d'approfondir les notions débattues le matin, lors du temps du débat, et de réfléchir à la traduction de ces notions dans les plans d'actions, en donnant des grandes orientations et préconisations pour leur mise en œuvre.

## Atelier 1 — Transmission : quels enjeux et quel rôle pour les PAT autour d'une question centrale du foncier agricole ?

### Témoins

Stéphane Sauce, agriculteur, élu à la Chambre régionale d'agriculture

Charlotte Mettez, médiatrice foncier à Terre de Liens

### Animatrices

Fabienne Lapiche-Jaouen, Alterre

Valérie Trivier, Alterre

Les deux témoins sont unanimes : « la transmission et l'installation, ça se prépare ! »

Stéphane Sauce

La transmission nécessite de former les futurs professionnels. Le volet humain est très important, en raison du vieillissement des exploitants et du nombre important de départs en retraite prévus au cours de la prochaine décennie, sans repreneurs connus à ce jour. Pour anticiper les besoins dans le secteur agricole, il faut former des personnes en formation initiale (jeunes) et des personnes en situation de reconversion professionnelle (moins jeunes). L'autre enjeu est de rendre attractifs les métiers et d'avoir des filières rémunératrices. Cela nécessite un travail en amont pour que les aspirations des jeunes agriculteurs et les demandes de la société soient en adéquation avec les offres, couplées avec une importante communication.

Un travail d'accompagnement est également à faire auprès des cédants, qui s'interrogent sur le devenir de leur exploitation : comment bien préparer sa retraite, son arrêt d'activité, sa succession ? Comment préparer la transmission de sa ferme ?

Charlotte Mettez

La transmission requiert d'être en cohérence avec les projets agricoles des futurs repreneurs.

Le profil des porteurs de projet nécessite de restructurer les exploitations, qui sont souvent trop grandes et onéreuses. Terre de Liens a, par exemple, fait l'acquisition d'une grande structure en polyculture/élevage qui a été morcelée en plusieurs lots pour permettre l'installation de maraîchers, d'un élevage de chèvres et brebis avec transformation (fromages) et d'un atelier boulangerie.

Des soirées d'échanges, consacrées à la transmission des fermes, sont organisées pour mobiliser les agriculteurs.

Différents outils sont produits par Terre de liens et accessibles librement :

- le guide « Agir sur le foncier agricole : un rôle essentiel pour les collectivités locales » https://ressources.terredeliens.org
- le site Internet RECOLTE où sont recensées des initiatives foncières innovantes, avec la collaboration de l'INRAE https://ressources.terredeliens.org/recolte
- le site d'annonces Objectif terres pour proposer ou rechercher du foncier disponible https://www.objectif-terres.org

## Synthèse des échanges



### En termes de stratégie foncière

On observe qu'une part du foncier agricole échappe aux agriculteurs et est orienté vers d'autres activités économiques, entraînant une perte du foncier agricole, une urbanisation, de la spéculation foncière. Des parts sociales échappent également aux groupements fonciers agricoles (GFA). Un meilleur encadrement doit être mis en œuvre. À ce sujet, une nouvelle loi foncière est en cours d'élaboration.

À l'échelle d'un territoire, de multiples enjeux sont identifiés, mais traités de manière séparée : biodiversité, eau, alimentation, changement climatique, énergie… Il serait intéressant de réfléchir à une stratégie foncière qui réponde aux enjeux multiples de ce territoire. Cela pose la question de la gouvernance dans la collectivité. Une commission agriculture, créée au sein de la collectivité, pourrait permettre de rassembler tous les représentants autour de ces enjeux. Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, PLUi) peuvent être utilisés pour une stratégie foncière et pour mener la réflexion sur l'affectation des terres.

Il semble nécessaire d'établir une vision globale du développement agricole sur les territoires. Travailler sur les enjeux agricoles stratégiques permettrait, par exemple, d'élaborer une méthodologie pour identifier le foncier.

### Sur le sujet de la transmission

L'idée forte, qui est ressortie, est de faire un véritable travail d'accompagnement des cédants avec tous les acteurs, une action commune, créer un collectif.

Plusieurs problématiques ont été évoquées :

- Comment connaître les cédants (ceux qui ne vont pas aux réunions, car ils ne souhaitent pas que l'on sache qu'ils vont céder), tout en respectant les règles définies par le Règlement général sur la protection des données (RGPD), en sachant que peu d'acteurs travaillent dans la transmission ? Qui est légitime ? Est-ce le rôle des collectivités ? Qui peut intervenir ? Quelle compétence ?

Préconisations exprimées

- Recenser les cédants en faisant du porte-à-porte.
- Mutualiser l'information entre les différents intervenants.
- Travailler avec les Chambres d'agriculture qui ont des conseillers à l'installation.



- Refus du cédant d'installer un jeune avec de nouvelles pratiques agricoles.

### Sur la question de l'installation

Les participants se sont interrogés sur comment sécuriser l'installation d'un porteur de projet qui reprend une exploitation. Sans cela, il n'y a plus de transmission possible.

Certains candidats à l'installation abandonnent leur projet, faute de capital suffisant pour racheter les fermes existantes.

Préconisations exprimées

- Faire évoluer les appels à projets.
- Les investissements trop lourds pourraient être pris en charge par les collectivités (dans le cadre d'un PAT).
- Il faut changer le système d'aides, notamment pour les maraîchers, comme une régie (pour aller au-delà d'un RSA au niveau des revenus).
- Garantir des débouchés économiques aux porteurs de projet.
- Envisager d'autres formes que l'achat de l'exploitation, la location par exemple, ou une installation hybride, morcellement à encourager.
- Mettre en place de nouvelles formes juridiques, type SCOP, pour permettre l'installation agricole en collectif. Elles se développent actuellement pour pallier les contraintes de reprise de fermes trop grosses ou parce que les modèles de production ou les organisations ne correspondent pas aux envies des porteurs de projets.
- Expérimenter : il y a des expérimentations en cours, par exemple des installations agricoles en collectifs (voir le projet Agri-Coll). En Savoie et Haute-Savoie, des dispositifs sont testés pendant plusieurs années, comme un GAEC à l'essai. En Bourgogne-Franche-Comté, le réseau RARES est un ensemble d'acteurs qui a pour objectif de mettre en place des solutions collectives soutenant l'accompagnement des projets agriruraux innovants et renforçant la création d'activité en milieu rural (www.facebook.com/RARESBFC).

## CHIFFRES CLÉS

### L'AGRICULTURE EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

(DONNÉES 2020)

**23 632** EXPLOITATIONS AGRICOLES, SOIT **- 21 %** PAR RAPPORT À 2010

**103** HECTARES DE TAILLE MOYENNE

DANS LES EXPLOITATIONS :

**50 462** PERSONNES OCCUPENT UN EMPLOI PERMANENT, DONT **32 262** SONT CHEFS ET COEXPLOITANTS

**- 20 %** D'AGRICULTEURS ENTRE 2010 ET 2020

**50 %** DES EXPLOITATIONS GÉRÉES PAR AU MOINS UN EXPLOITANT DE 55 ANS OU PLUS

**1/4** DES EXPLOITATIONS GÉRÉES PAR AU MOINS UN EXPLOITANT DE PLUS DE 60 ANS

DONT **1/3** NE SAIT PAS CE QUE VA DEVENIR SON EXPLOITATION DANS LES TROIS ANNÉES À VENIR

**30 %** DE LA SURFACE AGRICOLE UTILE DÉTENUE PAR DES AGRICULTEURS DE PLUS DE 55 ANS

**14 500** ÉLÈVES, ÉTUDIANTS ET APPRENTIS FORMÉS CHAQUE ANNÉE DANS L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

*Source : Recensement agricole 2020, Agreste*

Quel portage de foncier lorsqu'une ferme se libère ?

Préconisations exprimées

- La collectivité peut faire une réserve foncière (stockage de fermes) en attendant un repreneur
- Groupements fonciers agricoles (GFA)
- Une Foncière à l'échelle d'un territoire/d'une région pour l'acquisition

On s'interroge, notamment, sur l'inadéquation entre les fermes à céder et les porteurs de projets.

Préconisations exprimées

- Faire une enquête sur les volontés des porteurs de projets
- Le parcours de quelqu'un en reconversion prend cinq à sept ans. Les étudiants ne se projettent pas aussi loin
- La collectivité ne doit pas apporter un projet clés en main (par exemple l'approvisionnement restauration collective) car le repreneur veut construire son projet. Certaines collectivités ont une vision très fermée de leurs besoins et ferment la porte à d'autres besoins.

Comment trouver des candidats, rendre attractif le métier, garantir des filières en termes de revenus, former les jeunes ? C'est le rôle des collectivités. Il arrive que certaines collectivités proposent des espaces-tests, mais ne trouvent pas de candidats !

**Sur la formation des jeunes**

Les discussions ont porté sur un certain nombre de notions, telles que :

- Inciter les jeunes, pendant leur formation, à réfléchir à leur installation, à la reprise d'une exploitation… très en amont de leurs études, pour les intégrer dans leur territoire, les insérer dans la vie professionnelle.
- Mettre en place un système de parrainage à l'installation (comme cela se fait à la CCI) porté par des agriculteurs pour faciliter l'intégration dans le territoire et dans la profession.
- Rendre le métier plus attractif : par exemple, dans le Jura et le Doubs, des fermes cherchent des associés pour libérer du temps les week-ends et durant les vacances.
- Adapter la formation aux nouvelles productions.
- Mettre en œuvre des projets de groupe pour les étudiants dans les établissements d'enseignement agricole, pour faire le lien entre les porteurs de projets et les fermes à céder (défi transmission).







## Atelier 2

# Accompagner les PAT : comment appréhender et utiliser les nombreux outils proposés, depuis le « serious game » jusqu'aux espaces-tests maraîchers ? Quelles réponses apportent-ils ? Pour quels besoins ?

### Témoins

Cendrine Grys,
Coopilote - conseillère entrepreneurs,
référente Agriculture et ESS

Cécile Ruppli, animatrice
à l'association Semeurs du possible

### Animateur

Axel Othelet, directeur d'Alterre

La durée d'un espace-test est de trois ans. Cette démarche s'articule autour de plusieurs fonctions :

- Un cadre légal d'exercice du test d'activité
  ⇨ fonction « Couveuse »
- Des moyens de production (foncier, matériel, bâtiments…)
  ⇨ fonction « Pépinière »

Pour mener à bien ses missions, l'espace-test agricole est animé et coordonné dans une logique d'ouverture, d'ancrage territorial et de partenariat
⇨ fonction « Animation-Coordination ».

Le lieu-test désigne un lieu physique, support à des tests d'activité, qui peut être :

- temporaire : lorsque le test se déroule sur le futur lieu d'installation du porteur de projet.
- permanent : lorsque le test se déroule dans un lieu dédié.



Il est noté qu'actuellement le nombre de porteurs de projets est plutôt en stagnation, tandis que les demandes des collectivités sont en augmentation. Ces dernières doivent se questionner sur le projet qu'elles souhaitent développer à travers ces espaces-tests (proposer des terres pour de futures installations durables, permettre l'expérimentation, servir de lieu de formation, - plus rarement - un test de nouvelles cultures, etc.). En fonction, elles peuvent imposer un cahier des charges. Toutefois, il a été rappelé la nécessité de laisser des marges de manœuvre aux porteurs de projet. Les espaces-tests sont des outils adaptables aux réalités territoriales. Il a été évoqué, par exemple, le fait que, dans une autre région, l'espace-test est un espace de formation. En Bourgogne-Franche-Comté, tous les espaces-tests sont bios ; toutefois, ceci n'est pas obligatoire dans ce type d'expérience.

À l'issue de la durée de test, dans notre région, un tiers des personnes se réorientent et deux tiers poursuivent leur installation.







### Quelques outils d'animation, de gestion et de développement autour du foncier agricole et de la question alimentaire locale

**CRATer**

CRATer est un outil proposé par l'association Les Greniers d'Abondance, qui permet de mesurer la résilience alimentaire d'un territoire. C'est un outil d'aide au diagnostic très intéressant pour mieux connaître son territoire en amont de la mise en place d'un projet alimentaire. Il peut être utilisé à l'échelle d'une commune, d'une communauté de communes, d'un département, d'une région ou de la France.

Pour en savoir plus : https://crater.resiliencealimentaire.org/accueil

**Foncijeu**

Par Camille Clément, chargée de mission scientifique chez Agropolis Fondation et développeuse d'un jeu de rôle issu de travaux de recherche, Foncijeu (marque déposée), dans le cadre de son post-doctorat pour le projet ANR (Agence nationale de la recherche) jeunes chercheurs JASMINN, qui vise à mieux comprendre les conditions de préservation du foncier agricole périurbain. Ce jeu recrée les conditions de négociation, autour de la vente et de la location de terres agricoles, dans un village périurbain sous pression foncière.

Pour en savoir plus : https://www.inrae.fr/actualites/terre-jeu-jeu-role-pedagogique-foncier-agricole

**PARCEL**

PARCEL (Pour une Alimentation Résiliente, Citoyenne Et Locale) est un outil permettant d'évaluer, pour un territoire donné, les surfaces agricoles nécessaires pour se nourrir localement, ainsi que les emplois agricoles et les impacts écologiques associés à d'éventuels changements de mode de production agricole et/ou de régime alimentaire (émissions de gaz à effet de serre, pollution des ressources en eau, effets sur la biodiversité…). Cet outil a été développé par Terre de Liens, la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB) et le BASIC. En faisant varier trois leviers de durabilité de l'alimentation, les acteurs locaux peuvent développer plusieurs scénarios à leurs échelles.

Pour en savoir plus : https://parcel-app.org

# Atelier 3 — Écosystème d'acteurs sur la question foncière : enjeux et objectifs pour construire un réseau

## Témoin

Julien Burtin
Chef de service Collectivités/environnement
à la SAFER Bourgogne-Franche-Comté

## Animatrice

Perrine Lair, Alterre

## 1 Enjeux



**Transversalité**

Lorsqu'il s'agit du foncier, les enjeux transversaux, notamment l'eau et la biodiversité, sont souvent négligés.

- Des remembrements pour ces enjeux peuvent être envisagés (revoir le parcellaire pour y répondre : haies, méandres…). Le lien repose sur les élus.
- De simples échanges parcellaires sont mobilisés par certains territoires, car plus faciles et rapides. Les échanges, sur proposition des agriculteurs, sont à favoriser, car plus faciles. L'exemple du PAAI 25/90 (projet agricole et alimentaire interdépartemental) permet d'avoir des axes et une ambition pilotés par différents acteurs, selon les enjeux et actions.

**Société civile**

La société civile doit être présente et informée des ventes, et pas uniquement via les élus (habitants et parents d'élèves pour la restauration collective). Cela pose la question de la représentativité démocratique.

## 2 Initier un écosystème d'acteurs

Pour initier une communauté autour d'un PAT, il est préconisé de lancer des études pour bien connaître son territoire et anticiper les ventes. Par exemple, et selon le contexte qui sera différent si on est sous pression urbaine (zone d'influence suisse ou francilienne) ou en territoire très rural :

- Recenser les friches agricoles
- Recenser les terrains des collectivités
- Repérer les zones avec présence de bâti ou non bâti
- Signaler les infrastructures annexes existantes (ex : logement de l'agriculteur)
- Mettre en œuvre un observatoire foncier agricole (qui peut être le support d'une plateforme d'échange)
- Réaliser des diagnostics participatifs (association de la société civile)
- Évaluer le potentiel agronomique
- Faire un historique du territoire, besoins par rapport à l'existant



## 3 Le rôle de la SAFER

**Les comités techniques**

- Des commissions départementales permettent de consulter les acteurs, lorsque des terrains sont à vendre. Elles sont composées des élus des Chambres d'agriculture / syndicats agricoles, des représentants des maires, souvent de la Chambre de notaires, des propriétaires privés et communes forestières, parfois ouvertes aux associations, fédérations des chasseurs et communautés de communes, lorsque des thématiques particulières sont en jeu.
- Des commissions locales (syndicales en Franche-Comté) consultatives précèdent ces rendez-vous.

**Publicité obligatoire**

Lorsque des terrains sont à vendre, l'information est publiée dans différents médias (obligatoire), notamment le site Internet de la SAFER. Pour être informé et associé directement, il faut se rapprocher de son conseiller foncier (coordonnées disponibles sur le site Internet de la SAFER), mais il est impossible d'être informé systématiquement de chaque dossier (plus de 1 400 par an).

La SAFER est impliquée dans une vente en cas de saisie par une collectivité ou par le notaire (terrains de plus de 2 500m² ; 400m² pour les terres viticoles). Parfois, c'est la SAFER qui propose une intervention, lorsque des enjeux particuliers sont identifiés.

**Neutralité**

La neutralité de la SAFER est assurée par la tutelle de l'État (contrôle dans certains dossiers), mais aussi par le fait qu'elle n'a pas de conflit d'intérêt, qu'elle fait des retours au niveau régional et qu'elle applique le Schéma des structures (ensemble de règles qui définit la priorisation des repreneurs). Une dérogation à ce schéma est possible sur motivation (enjeux de captage, par exemple). Cependant, une alerte au niveau politique est importante pour mobiliser cette dérogation. La SAFER travaille à son positionnement vis-à-vis des PAT et à accompagner les démarches.

## 4 Leviers pour associer le monde agricole en amont des ventes





**Les commissions intercommunales agricoles**

Elles ne concernent que quelques rares territoires, mais permettent de réunir les acteurs sur des sujets ponctuels divers et des orientations. Tous les sujets peuvent être abordés, y compris les polémiques. Elles sont forces de proposition. Ce sont des habitudes à prendre qui permettent de renforcer le lien entre élus et agriculteurs et de partir du terrain. Les GIEE sont des acteurs clés pour en faire partie. Leur composition est adaptée en fonction des demandes et des turn-over (rotation de l'emploi).

Jusqu'à présent, dans le PAT du Grand Autunois Morvan, une quarantaine de rencontres ont eu lieu, environ tous les trois mois. Elles sont régies par une double présidence et donc coanimées par la Chambre d'agriculture et la collectivité. Des groupes de travail pourraient être envisagés sur des sujets précis.

Si ces commissions se développent partout, la SAFER n'aura pas les moyens d'être présente à toutes.

**Les conventions**

Dans le Jovinien, une convention de la SAFER avec les communes a permis de mettre en place une animation par le conseiller SAFER lui-même. Dans ce cas, une commission est prélevée sur les dossiers.



**Les PLUi**

Lors de l'élaboration des PLUi, les élus peuvent veiller à ce que le cahier des charges, à destination du bureau d'études et/ou du chargé de mission, intègre l'association des acteurs agricoles.

**Cas des terrains en déprise**

Dans les terrains complexes (montagne), il arrive que les rachats de terres se fassent par une autre activité (forestière, par exemple), ce qui acte la déprise agricole. Pour éviter ce phénomène, il est possible de faire acheter le terrain par un établissement public foncier, à condition que la commune soit adhérente et que la collectivité ait un projet pour ce terrain.

# Atelier 4 — Changement climatique et PAT : enjeux et piste de travail pour analyser et prendre en compte les enjeux du changement climatique dans les territoires

## Témoin

Lionel Combet, chargé de mission Efficacité énergétique et qualité environnementale du bâti (secteur de la santé) à l'ADEME

## Animatrice

Camille Buyck, Alterre

L'atelier avait pour objectif d'échanger autour de la question des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'alimentation, en amont et en aval des filières.

En introduction, Lionel Combet a rappelé que les gaz à effet de serre émis en agriculture en France étaient principalement :

- le protoxyde d'azote (46 %), issu de l'utilisation des engrais azotés ;
- le méthane (51 %), issu de la fermentation du système digestif des bovins et de la gestion du fumier et lisier ;
- le dioxyde de carbone, issu de l'utilisation des machines et du transport.

À noter que le pouvoir de réchauffement global (PRG) du protoxyde d'azote est 265 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone ; le PRG du méthane est, quant à lui, 30 fois supérieur.

Les participants ont ensuite été interrogés sur **l'identification de leviers d'action à disposition des territoires pour limiter ces émissions de GES**. Leurs propositions ont été classées en trois catégories :

- actions visant à réduire les émissions de GES ;
- actions visant à substituer ou à compenser les émissions de GES ;
- actions visant à séquestrer les GES.







## RÉDUIRE

- **Empreinte carbone** :
  - Calculer l'empreinte carbone des collectivités
  - Inciter les agriculteurs à faire un diagnostic CAP'2ER pour réduire leur empreinte carbone
  - Inciter à l'achat du carbone stocké dans les prairies des agriculteurs
- **Optimiser la logistique** :
  - Mutualiser les abattoirs, les ateliers de transformation et les points de vente
  - Écoconduite
- Accompagner les changements de comportements alimentaires (via des « Living Lab », challenge légumineuses, défis familles zéro gaspi, etc.)
- **Favoriser la proximité** :
  - Créer des filières locales de qualité et diversifiées
  - Favoriser l'économie circulaire de matières organiques sur le territoire
  - Développer une centrale d'achats pour accompagner les collectivités à atteindre les objectifs de la loi Égalim (relocaliser les achats)
  - Favoriser l'implantation de producteurs locaux, afin d'alimenter les cantines (maraîcher, volaille, viande…)
- **Diversifier** :
  - Développer les filières monogastriques ou poules de plein air plutôt que bovins
  - Favoriser l'élevage extensif
  - Diminuer le cheptel des exploitations bovines
  - Appuyer le développement d'une polyculture-élevage sur les territoires
  - Accompagner la création de filières légumineuses à intégrer dans les rotations (apport d'azote naturel)
  - Encourager les cultures avec des variétés plus résistantes ou plus économes (variétés anciennes de blé, sarrasin…)
- **Limiter l'apport d'intrants** : Construire un Projet agroenvironnemental et climatique (PAEC) pour inciter les agriculteurs à réduire les intrants et bénéficier des Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC)
- Intégrer les questions de réduction de GES dans les cahiers des charges AOP
- Diffuser les bonnes pratiques d'**entretien des tracteurs** (pression des pneus, fluides…) (cf. CUMA de l'Ain)
- Valoriser la matière organique en **compost** via la création de plateformes de compostage
- Comment limiter la surproduction ? Moins surproduire pour moins émettre de GES et de déchets



## SUBSTITUER & COMPENSER

- **Coopérer** :
  - Mettre en place des groupes collectifs (CUMA) pour le développement d'outils collectifs (séchoir en grange, méthaniseur…)
  - Créer un réseau de partage d'expériences ou de mentorat, entre producteurs, sur de nouvelles pratiques
  - Favoriser les coopérations éleveurs/agriculteurs de grandes cultures et les échanges de matières (identification, mise en relation)
  - Organiser des visites de fermes
- **Substituer la viande** :
  - Encourager à la création de filières qui soutiennent un régime plus végétarien (légumineuses) et/ou plus protéique
  - Consommation de légumineuses plutôt que viande dans les cantines
- **Favoriser l'économie circulaire** (polyculture, élevage et effluents)
- **Services environnementaux** :
  - Créer des incitations
  - Utiliser des fonds publics/privés dans le cadre du paiement pour services environnementaux
- **Développer le bio** :
  - Financer des études de conversion en agriculture biologique
  - Encourager la conversion des exploitations en agriculture biologique, notamment pour protéger la ressource en eau
- **Nouveaux engrais** :
  - Travailler avec la Chambre d'agriculture pour sensibiliser
  - Communiquer pour utiliser des engrais naturels
  - Proposer aux agriculteurs d'épandre du digestat de méthanisation
  - Utiliser de l'urine humaine comme engrais (cf. projet OCAPI LEESU)



## SÉQUESTRER

- **Développer des labels ou certifications** pour les démarches type « sol vivant » et agriculture de conservation (présence de couverts permanents)
- **Développer l'agroforesterie** :
  - Valoriser les haies (plan de gestion, label haie, etc.) et en planter de nouvelles
  - Inciter à des plans bocagers sur les exploitations
  - Favoriser les démarches d'agroforesterie, valoriser les produits, mettre en réseau les acteurs
  - Favoriser les produits d'une agriculture adoptant les principes de l'agroécologie
- **Maintenir les prairies** :
  - Adopter une entrée paysage pour les collectivités (exemple du PETR Charolais Brionnais) pour maintenir l'élevage et les prairies
  - Expérimenter et suivre les renouvellements des prairies (sur-semis, décompactage…)
  - Éviter le retournement des prairies
- Accompagner le développement d'une filière viande issue d'**élevages ayant des pratiques limitant les GES** (prairies…)
- **Maintenir et préserver les zones humides** (en lien avec le foncier et l'élevage / la polyculture)
- **Développer l'agriculture urbaine** et connaître les friches pour pouvoir planter des arbres
- **Constituer une commission agricole** et impulser une réflexion sur l'enjeu de la séquestration du carbone et le rôle des exploitations : plan d'action à définir avec eux (agroforesterie, haies, maintien des prairies, valorisation via monétisation)
- **Soutenir la recherche sur le continuum microbiologique alimentaire** (exemple de Dijon Métropole : référentiel Valeur biologique de sols / recherche sur microbiote des ruminants / plateforme de sciences participatives QUBS [QUalité Biologique des Sols])
- Développer la méthanisation
- Favoriser et communiquer sur les effets de l'**agriculture sous couvert**
- **Favoriser les matériaux biosourcés** dans la commande publique (bâtiments…)



## TRANSVERSAL

- **Travailler en réseau** : avec tous les acteurs du monde agricole, aller chercher les compétences et connaissances sur le territoire (associations, réseau InPACT, Bio, agriculture durable, paysanne…)
- Observer, **s'inspirer**, être vigilant sur ce qui se passe dans d'autres régions

# Atelier 5 Faire vivre un réseau des PAT et SAT en Bourgogne-Franche-Comté : comment davantage créer des synergies et développer des liens entre les acteurs ? Quels rôles et place pour chaque acteur ?



## Animateur

Antoine Lagneau, Alterre

Le réseau des Projets alimentaires territoriaux en Bourgogne-Franche-Comté s'appuie sur plusieurs outils pour accompagner les chargés de mission PAT et l'ensemble des acteurs concernés par le développement des Systèmes alimentaires locaux. Ces outils sont une plateforme collaborative intrADEME, lancée en octobre 2022, permettant, notamment, de retrouver, via un annuaire, les acteurs des PAT, d'échanger entre acteurs sur un forum de discussion, d'accéder à du contenu et des ressources liées au plans d'actions d'un PAT et de pouvoir être informé grâce à une rubrique « Actualités » et un agenda des rendez-vous en Bourgogne-Franche-Comté et hors région. Parmi les autres outils, on retrouve l'organisation de journées techniques et thématiques, des webinaires et une coordination régionale centrale, qui a pour fonction de faire le lien entre les PAT locaux et d'animer le réseau régional.



L'ensemble de ces outils constitue l'ossature du réseau en termes d'animation. La plateforme collaborative est en cours d'appropriation par les acteurs du réseau et la plupart de ceux qui l'utilisent (une centaine de personnes inscrites en utilisateurs depuis le 13 octobre 2022) apprécient un certain nombre de fonctions, parmi lesquelles la rubrique « Annuaire » et l'espace « Ressources ». D'une façon générale, la possibilité de recevoir, par mail et chaque semaine, un récapitulatif de l'activité sur la plateforme est vue comme une incitation intéressante pour se rendre sur celle-ci. L'un des principaux freins pour une prise en main efficace et une utilisation régulière reste, à ce stade, une appropriation technique encore à améliorer. La nécessité de diffuser un tutoriel sous forme de vidéo et, éventuellement, de refaire une ou plusieurs matinées de formation à l'outil pourraient permettre d'accroître son utilisation, afin qu'elle devienne un outil central de l'animation du réseau. L'espace « Ressources » est vu comme une rubrique importante, qui pourrait être développée à partir de fiches retours d'expériences des territoires ou de fiches inspirantes, mais aussi avec des partages d'outils opérationnels au service des plans d'actions des PAT, ou bien encore, avec des méthodologies pour répondre aux appels à projets ou comprendre les dispositifs de financement.

Sur le réseau en lui-même, il est nécessaire de pouvoir organiser des rendez-vous ou de mettre en œuvre une synergie avec d'autres réseaux existants en croisant les thématiques, par exemple, le Réseau des Territoires en transitions Bourgogne-Franche-Comté, les territoires signataires de Contrats de relance et de transition écologique (61 en Bourgogne-Franche-Comté), les Territoires à énergie positive (TEPOS) ou encore le réseau CapTer autour des captages d'eau potable. Des journées communes pourraient être organisées à différentes échelles.

Sur la question des échelles précisément, le format actuel des journées techniques et thématiques mérite d'être conservé pour des sujets nécessitant un apport théorique important, couplé à des retours d'expériences, mais le besoin de groupes de travail, avec une jauge plus restreinte en termes de participants, permettrait de creuser davantage certaines thématiques très techniques et d'avoir la possibilité de travailler avec une animation basée sur l'intelligence collective pour avoir la possibilité de mettre en œuvre, très vite sur le terrain, des actions concrètes.

Par ailleurs, si la région compte aujourd'hui 29 PAT au stade 1, certains sont déjà engagés sur une dynamique très forte, proche du stade 2, d'autres sont encore dans une phase de développement importante. Des territoires en sont à la phase d'émergence, ce qui signifie une différence de niveau et de connaissance suivant l'avancée des uns et des autres sur certains sujets. Il s'agit donc, lors de l'organisation des journées techniques, groupes de travail divers, etc., de prendre aussi cet aspect en considération. Idéalement, une consultation en amont des animateurs de PAT pourrait aussi permettre d'affiner les thématiques et sujets à traiter au cours de ces rendez-vous.



Enfin, la nécessité de pouvoir se déplacer à la découverte d'actions et réalisations sur le terrain dans les territoires est une demande forte, en plus des journées en salle.

Au-delà des temps du débat et l'inspiration, le séminaire a été rythmé par deux autres temps : le temps du partage et le temps du sensible pour un séminaire… à quatre temps.

## le temps du partage

À midi, autour d'un déjeuner composé de produits régionaux de la Ferme de Rivault et d'un espace dédié aux initiatives, actions et retours d'expériences des acteurs de l'alimentation et de l'agriculture de Bourgogne-Franche-Comté.









## le temps du sensible

Avec Mapie Caburet, conteuse, qui a accompagné les participants tout au long de la journée pour mettre en contes les petites et grandes histoires de l'alimentation et de l'agriculture locales.









## Pour mieux connaître…

### La Ferme de Rivault d'Alexandre et Philippe Labonde, producteurs du Grand Autunois Morvan

Située à deux pas de la Tour des Ursulines et de la cathédrale Saint-Lazare, la Ferme de Rivault, créée en 1992, domine la Ville d'Autun. C'est là qu'Alexandre et Philippe Labonde élèvent des ovins et des canards gras transformés en produits frais ou conserves. Tous les canards de la Ferme de Rivault sont abattus, découpés et transformés sur place, grâce à son propre outil de transformation.

Pour en savoir plus : https://lafermederivault.jimdofree.com

### La compagnie franc-comtoise « À la lueur des contes »

La compagnie « À la lueur des contes » est une association créée en 2001, implantée à Valentigney dans le Doubs, où elle a ouvert « la Maison des contes en Est » en 2019. Son objectif est de promouvoir les contes et la littérature orale, et de contribuer à la connaissance, la reconnaissance, la transmission et la recherche de l'art de conter.

Pour en savoir plus : https://alalueurdescontes.fr

# Le rosier Anahakan

## (d'après un conte traditionnel arménien) - extrait

Dans le château, une bibliothèque ; dans la bibliothèque, un livre. Dans le livre, une page.

Sur la page, une phrase : « Le jour où le rosier Anahakan fleurira, le maître du jardin aura la vie éternelle. »

Un matin, en se regardant dans le miroir, le roi s'est découvert quelques cheveux gris.

Il a ordonné à son jardinier de faire fleurir le rosier.

Anahakan, planté à l'angle d'un mur, était petit, rabougri. Le jardinier l'a soigné du mieux qu'il a pu. Mais au printemps des roses, le rosier n'avait pas grandi ; il portait quelques feuilles maigres, et c'était tout.



Le roi a fait emprisonner son jardinier, en a embauché un second, avec la même mission.

Le second jardinier a fait ce qu'il fallait : taille, nourriture, eau, paillage. Sans résultat.

Il a été emprisonné, un troisième embauché.

Année après année, le roi vieillissait et la prison s'emplissait de jardiniers, jusqu'à ce que plus personne ne veuille travailler au jardin du roi.

Le roi désespérait.

Jusqu'à ce qu'un jeune homme (Samvel était son nom) se présente.

Le roi lui a rappelé le marché : rosier en fleurs ou prison pour toujours…

Samvel est allé dans le jardin, il a salué le rosier. Pendant une année, il s'en est occupé.

Il a nourri la terre. Il a tenu le rosier à l'abri du soleil, des grandes pluies, il l'a veillé les nuits de gel.

Au bout d'une année, quelques bourgeons : de belles feuilles, mais pas de rose…

Samvel, le cœur serré, s'est agenouillé près du rosier : « Anahakan, dis-moi, où as-tu mal ? »

Un énorme ver gluant est sorti des racines du rosier, un rat s'est emparé du ver, depuis le ciel un oiseau a fondu sur le rat. Et l'oiseau, le rat, le ver se sont éloignés dans le soleil couchant…

Un bourgeon est apparu. Un bourgeon de rose !

Samvel a couru vers le roi, le roi a respiré le parfum de la rose à peine éclose…

Les années ont passé. Le roi, allongé sur son lit, était mourant.

Il a fait chercher Samvel. « Jardinier, le livre a menti. Le rosier Anahakan a fleuri, et je vais mourir ».

Samvel, agenouillé, a souri. « Majesté, il est dit dans le livre : le jour où le rosier Anahakan fleurira, le maître du jardin aura la vie éternelle. Majesté, qui s'est occupé du rosier, qui en a pris soin ? Majesté, le maître du jardin, ce n'est pas vous, c'est moi. »

Le roi a poussé son dernier soupir.

Samvel s'est relevé. D'un pas souple, il est sorti dans la nuit. Il a regardé les étoiles ; il avait toute l'éternité pour les compter.



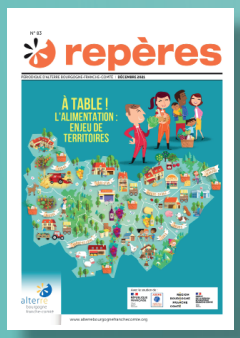
# SIGLES

AAP : Appel à projet
AGIR : (Unité mixte de recherche) agroécologie, innovations et territoires
AMAP : Association pour le maintien de l'agriculture paysanne
AMI : Appel à manifestation d'intérêt
ANR : Agence nationale de la recherche
AOC : Appellation d'origine contrôlée
AOP : Appellation d'origine protégée
BASIC : Bureau d'analyse sociétale d'intérêt collectif
BE : Bureau d'études
CA : Communauté d'agglomération
CAP'2ER® : (Outil) Calcul automatisé des performances environnementales en élevage de ruminants
CC : Communauté de communes
CCGAM : Communauté de communes du Grand Autunois Morvan
CCI : Chambre de commerce et d'industrie
CD : Conseil départemental
CDA : Chambre départementale d'agriculture
CFPPA : Centre de formation professionnelle et de promotion agricole
COPIL : Comité de pilotage
CPIE : Centre permanent d'initiatives pour l'environnement
CRA : Chambre régionale d'agriculture
CUMA : Coopérative d'utilisation de matériel agricole
DDT : Direction départementale des territoires
DRAAF : Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
ECLA : Espace communautaire Lons Agglomération
EPCI : Établissement public de coopération intercommunale
ESAT : Établissement et service d'aide par le travail
ESS : Économie sociale et solidaire
FDGEDA : Fédération départementale des groupes d'études et de développement agricole
FRCIVAM : Fédération régionale des centres d'Initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural
FRT : Fonds régional des territoires
GAB : Groupement des agriculteurs biologiques
GAEC : Groupement agricole d'exploitation en commun
GBM : Grand Besançon Métropole
GES : Gaz à effet de serre
GFA : Groupement foncier agricole
GIEE : Groupement d'intérêt économique et environnemental
HVE : Haute valeur environnementale
InPACT : (Réseau) Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale
INRAE : Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
LEESU : Laboratoire eau, environnement et sytèmes urbains
MAEC : Mesure agroenvironnementale et climatique
OCAPI : (Programme de recherche et action) Optimisation des cycles carbone, azote et phosphore dans les territoires
OFB : Office français de la biodiversité
PAAI : Projet agricole et alimentaire interdépartemental
PAEC : Projet agroenvironnemental et climatique
PAT : Projet alimentaire territorial
PETR : Pôle d'équilibre territorial et rural
PLU : Plan local d'urbanisme
PLUi : Plan local d'urbanisme communal ou intercommunal
PMA : Pays de Montbéliard Agglomération
PNA : Plan national de l'alimentation
PNR : Parc naturel régional
PRG : Pouvoir de réchauffement global
QUBS : Qualité biologique des sols
RARES : Réseau des accompagnateurs et agriruraux engagés
RGPD : Règlement général sur la protection des données
RMT : Réseau mixte technologique
RPI : Regroupement pédagogique intercommunal
RSA : Revenu de solidarité active
SAFER : Société d'aménagement foncier et d'établissement rural
SAT : Système alimentaire territorial
SCIC : Société coopérative d'intérêt collectif
SCOP : Société coopérative de production
SCOT : Schéma de cohérence territoriale
SPOLTT : (Laboratoire) Systèmes productifs, logistique, organisation des transports et travail
SYNPAT : (Projet) mettre en Synergie les projets agricoles sur le territoire
TEPOS : Territoire à énergie positive
ZAN : Zéro artificialisation nette

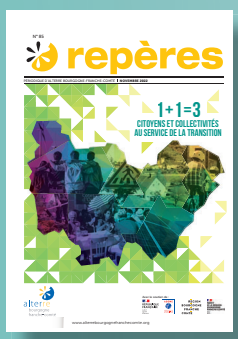
## À LIRE

Qui veille au grain ? Du consensus scientifique à l'action publique
Les Greniers d'Abondance, 2022

Autonomie alimentaire de la France et au sein de ses territoires
Pascale Boyer et Julien Dive, députés. Rapport d'information n° 4786, commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale, 8 décembre 2021




À table ! L'alimentation : enjeu de territoires
Alterre. Repères n° 83, décembre 2021




1 + 1 = 3 : Citoyens et collectivités au service de la transition
Alterre. Repères n° 85, novembre 2022

## À EXPLORER

Réseau national des Projets alimentaires territoriaux
https://rnpat.fr

ADEME - Alimentation durable et gaspillage alimentaire
https://expertises.ademe.fr
Rubriques Autres actions de l'Agence > Collectivités > Intégrer l'environnement dans mes domaines d'intervention > Alimentation durable et gaspillage alimentaire

DRAAF Bourgogne-Franche-Comté - Ancrage territorial de l'alimentation – Projets alimentaires territoriaux (PAT)
https://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr
Rubriques ALIMENTATION > Programme national pour l'alimentation en BFC > Ancrage territorial de l'alimentation – Projets Alimentaires territoriaux (PAT)

Démarche Afterres 2050 : Comparaison de 16 scénarios agricoles et alimentaires
Solagro, janvier 2022
https://afterres2050.solagro.org

Crédits photos : François Runge (p. 21), Région Bourgogne-Franche-Comté (p. 32), Pixabay (p. 3, 5, 23, 45), Aurélie Berbey, Jean-Philippe Harand et Antoine Lagneau - Alterre Bourgogne-Franche-Comté

La reproduction des informations contenues dans cette publication est autorisée, à condition d'en mentionner la source et l'origine. Alterre Bourgogne-Franche-Comté demande à toute personne utilisant ou reproduisant ces informations dans un document de bien vouloir lui en adresser un exemplaire.

Réalisation : Alterre Bourgogne-Franche-Comté - janvier 2023

alterre
bourgogne
franche-comté